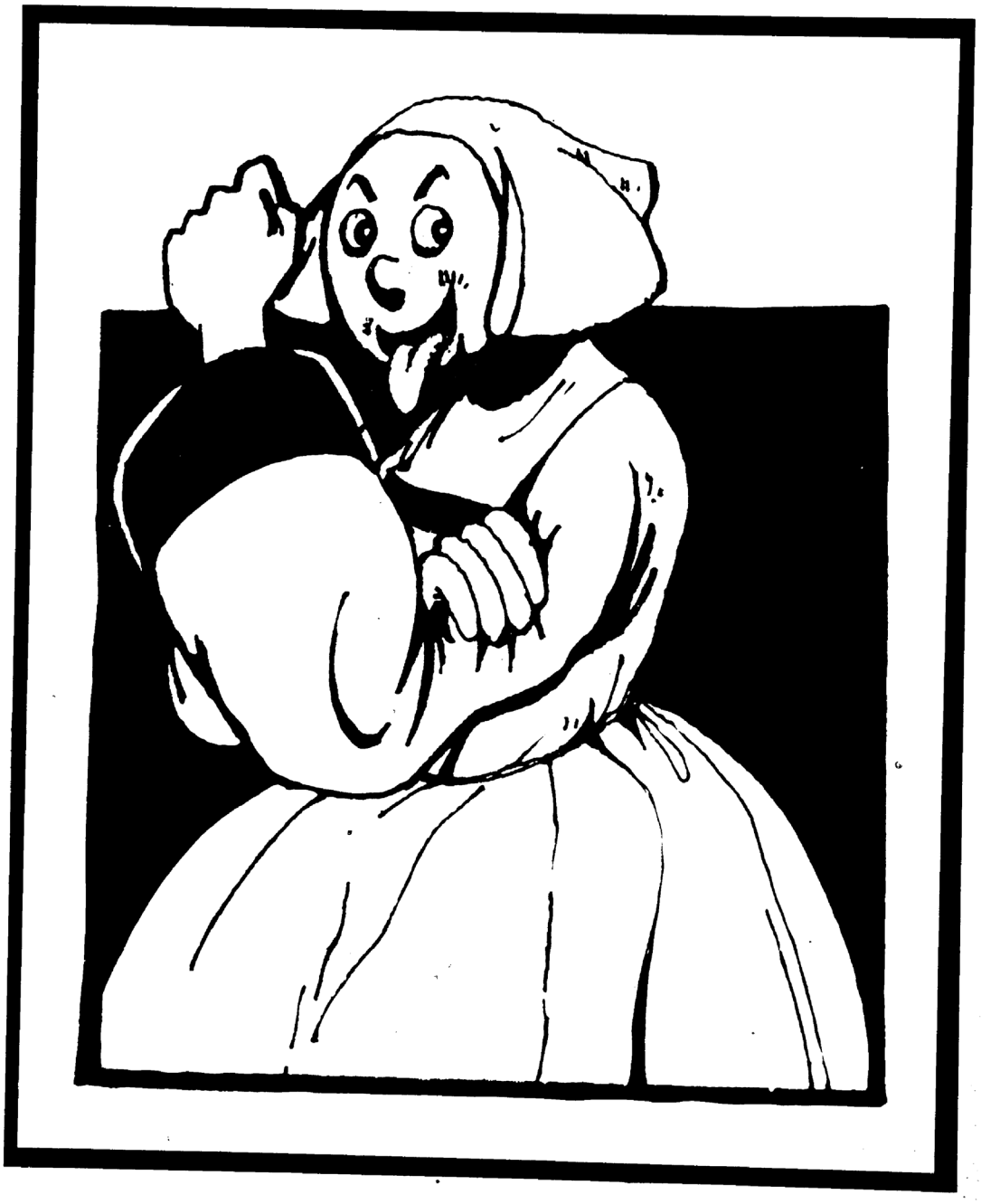
Salaire



au travail ménager

Salaire au travail ménager, brochure réalisée à l'occasion des Journées de mai au Silure, du 22 au 30 avril 2022.

Sommaire

– Journées de mai, 2022 p. 3

Textes :

– LA PERSPECTIVE DU SALAIRE POUR LE TRAVAIL MÉNAGER
Collectif L'Insoumise p. 4
– MOBILISATION DE GROUPES À LA PÉRIPHÉRIE DU RÉSEAU. L'INSOUMISE DE GENÈVE
Louise Toupin p. 8
– LES DIMENSIONS RÉVOLUTIONNAIRES DE LA STRATÉGIE DU SALAIRE MÉNAGER
Alexia Bonelli p. 11

Dossier de sources :

– Affiches p. 18
– Publications p. 24
– Documents p. 30

Les documents reproduits dans cette brochure sont conservés aux Archives contestataires à Genève.
Graphisme : Léa Gallon

silure-ge.ch
archivescontestataires.ch

Imprimé à Genève en avril 2022

JOURNÉES DE MAI, 2022

« Tout le monde veut sa palette, personne veut soulever des palettes » — JuL, *Alors la zone*, 2021.

Le Silure s'interroge sur la place du travail dans nos luttes (et dans nos vies ?) Faut-il fêter le travail ? Pas si sûr, car le travail mutile, rend dingue et tue. Notre travail nourrit la rente des bourgeois qui récupèrent tout ce qu'ils peuvent du maigre salaire qu'ils nous laissent en nous taxant de leurs loyers et de leurs assurances maladie. Plutôt que comme une commémoration des luttes ouvrières, nous voudrions voir le Premier mai comme une occasion de s'approprier l'héritage de ces luttes de façon critique.

Cette brochure rassemble des extraits de textes et des sources conservées aux Archives contestataires dans le fonds du Mouvement de libération des femmes de Genève et a été réalisée à l'occasion de la soirée *Les luttes autour du salaire au travail ménager : quelle histoire, quelles perspectives ?*

Le premier texte est extrait du livre *Le Foyer de l'insurrection* publié par le collectif L'Insoumise[1] , un groupe de femmes proches du MLF genevois qui ont travaillé la question du salaire au travail ménager. Le deuxième texte est un extrait du livre *Le salaire au travail ménager* de Louise Toupin[2] qui présente les Insoumises, leurs activités militantes et leur « appropriation » des revendications du salaire au travail ménager. Le troisième extrait provient de *La stratégie du salaire au travail ménager selon le Mouvement de libération des femmes de Genève*, un travail universitaire d'Alexia Bonelli[3].

LA PERSPECTIVE DU SALAIRE POUR LE TRAVAIL MÉNAGER[1]

Collectif L'Insoumise, 1977

Nous sommes toutes et avant tout des ménagères

Nous fondons notre perspective sur la condition non-salariée de la ménagère. Cette condition est *le plus petit dénominateur commun* pour toutes les femmes de tous les pays : suisses, italiennes, espagnoles, etc., prolétaires ou petites-bourgeoise, « entretenues » par le mari ou seules pour se débrouiller, vivant en couple, toute seule ou en commune, non salariées ou partiellement salariées, consentantes ou révoltées, nous sommes toutes déterminées et emprisonnées par ce fait-là. Nous sommes toutes des ménagères, même si nous réussissons parfois et pour de longues périodes à échapper à cette condition. En tant que ménagères, que nous travaillions à l'extérieur ou pas, notre condition de non-salariée est notre faiblesse fondamentale.

Toute perspective féministe doit d'abord se confronter avec ce fait-là. Alors que les discussions dans les petits groupes du mouvement des femmes ont toujours été centrées sur la famille et sur le rôle de la femme à l'intérieur de la famille, ce fait ne s'est pas reflété dans la politique ou dans la pratique organisationnelle du mouvement. La perspective du salaire pour le travail ménager est le premier pas dans ce sens. Elle vise à obtenir du pouvoir pour les femmes, afin de détruire leur dépendance à l'égard des hommes et du capital, et donc, afin de détruire leur destin de ménagère.

1. Collectif L'Insoumise, Le foyer de l'insurrection. Textes sur le salaire pour le travail ménager, Carouge : MLF, 1977. Pour lire ce livre, il faut savoir que chaque fois qu'il est question de « salaire » ou de « salaire ménager », il s'agit en fait de « salaire pour le travail ménager ».

Sortir de la cuisine, oui ! Mais pas nécessairement pour aller travailler « à l'extérieur » !

Comme alternative au travail ménager, nous ne proposons pas le « travail à l'extérieur ». Car ce sont deux aspects du travail forcé que nous sommes obligées d'effectuer uniquement du fait que nous avons besoin d'argent (que le capital nous donne soit directement soit au travers des hommes) pour pouvoir vivre. Nous ne pouvons obtenir cet argent qu'en travaillant, soit à la maison, soit à l'extérieur de la maison. Cet argent, c'est juste assez pour subsister afin que nous puissions continuer à faire ce travail.

Nous disons que nous avons besoin d'argent, et non pas de travail. Du travail, nous en faisons déjà assez, nous en avons même par dessus la tête.

Productives et syndiquées, ou les erreurs à ne pas faire !

Nous ne nous proposons pas de « devenir » productives. Nous le sommes déjà tellement par le travail ménager et gratis que nous effectuons. C'est pourquoi l'objectif du « travail égal – salaire égal » avec les hommes n'a aucun attrait pour nous : notre condition de ménagère non salariée nous pousse vers d'autres horizons... Pour les syndicats, ne comptent politiquement (et presque humainement), que la femme qui travaille à l'extérieur. En décidant de travailler à l'extérieur, la femme ferait un premier pas vers son émancipation, le second étant de se syndiquer. Malheureusement toute la lutte sur le lieu de travail à l'extérieur qui n'est pas centrée sur le fait que les femmes accomplissent déjà un premier travail à la maison, et ceci gratuitement, ne peut être que faible. Il est vrai que toute l'histoire de la gauche traditionnelle, mesurée à cette jauge-là ne pèse guère. Et pour nous femmes, c'est vrai... qu'elle ne pèse guère ! Aucun homme n'a jamais eu l'idée ni la force de diriger la lutte dans ce sens-là, et la gauche traditionnelle toute entière n'a pas su entrainer la famille dans la lutte, n'a pas su lutter contre la famille. C'est nous seules qui voulons attaquer notre esclavage.

Ce n'est pas en travaillant encore plus, soit dans la production capitaliste, soit dans l'organisation syndicale, que nous obtiendrons plus de pouvoir sur notre vie. Nous existons, nous produisons et reproduisons des choses et des gens pour le capital – même si c'est bien à contre-coeur – et cela suffit pour nous donner l'idée d'établir un rapport de force avec le capital dont nous espérons tirer quelque chose : le salaire.

La lutte pour le salaire pour le travail ménager est un levier de pouvoir dans la maison

Nous sommes d'accord avec Marx que l'argent est « le pouvoir social universel », et cela, la classe dominante le sait aussi bien que nous. Dans le contexte d'une demande de salaire, nous sommes dans une position plus forte pour nous dégager de notre travail ménager, de même que pour déterminer les termes de la socialisation de ce travail. Soit dit en passant, nous ne voulons pas que le capitalisme socialise le travail ménager comme il a socialisé et comme il est en train de socialiser les soins aux enfants. En luttant pour le salaire ménager, nous sommes en train de lutter pour socialiser le travail ménager selon nos termes.

Dès notre plus jeune âge, on nous éduque à l'obéissance, à la résignation, à la douceur ; en somme, on nous prend au berceau pour nous apprendre le travail qui sera le nôtres la vie durant : celui de ménagère. Le but, c'est de nous faire croire,

ainsi qu'à tous les mâles petits et grands, que nous sommes *nées* obéissantes, résignées et douces. Ainsi, déclarer que désormais nous ne voulons plus faire l'amour, consoler, servir sans salaire, c'est signifier que nous avons fait le saut : nous rompons avec la pratique de l'esclave qui sert dans l'humilité, et *nous imposons la reconnaissance de notre travail autrement que par des plaintes*. L'institution des rôles masculin et féminin n'est pas un produit de la nature, et aucune revendication ne le prouve mieux que celle du salaire pour le travail ménager.

Mieux que la bagarre toujours recommencée pour pousser son mari ou son copain à laver la lessive, la lutte du salaire pour le travail ménager s'en prend à l'institutionnalisation des rôles. Revendiquer ce salaire revient à clamer que le ménage n'est pas une planque, que la cuisine n'est pas le foyer idyllique et que nous ne sommes plus des anges. Où il y a ménage, il y a travail. Il n'y a pourtant pas de salaire, et c'est ça qui ne va plus.

La lutte pour le salaire pour le travail ménager est un levier de pouvoir aussi à l'usine, au bureau, au magasin, etc.

La lutte pour le salaire pour le travail ménager est la lutte pour travailler moins de temps à l'extérieur qu'à l'intérieur de la maison. Du fait qu'une grande partie de son travail est non salarié, la femme a une position faible aussi sur son lieu de « travail à l'extérieur ». Au fond, les femmes sont toujours considérées comme des « femmes à la maison » qui cherchent désespérément un salaire, même très bas. Leur travail ménager sape leur temps et leur énergie pour lutter afin d'obtenir des salaires plus élevés. Les hommes avec lesquels elles travaillent pensent à leur sujet, tout comme leur propre mari, qu'elles sont dépendantes, incapables, ignorantes, « ménagères ». C'est pour toutes ces raisons que les salaires féminins sont discriminés.

Mais si nous commençons à refuser le bénévolat domestique et à imposer *une image de nous-mêmes toute différente sur le terrain familial*, pères, maris, et fils seront désormais forcés de compter avec nous. Du même coup, c'est toutes les autres femmes qu'ils verront d'un autre œil.

La lutte pour le salaire pour le travail ménager est un levier de pouvoir dans la lutte pour les équipements collectifs.

Le travail que nous faisons à la maison ainsi que les petites batailles que nous menons pour le refuser dans le cadre familial déjà, use toutes nos énergies. Dans toute lutte, nous partons désavantagées. Et dans la lutte pour des équipements collectifs aussi, notre condition fondamentale nous place dans une position de départ inférieure face aux partis, syndicats et groupuscules qui ne manquent jamais d'accourir lorsque prend forme une très juste lutte, telle celle pour des équipements collectifs.

La lutte du salaire contre le travail ménager est l'attaque décisive contre la fonction à laquelle le capital et les hommes nous enchaînent, *tant dans la lutte que dans le travail*.

***

Nous prétendons au salaire le plus élevé, aussi élevé que nos exigences, aussi élevé que nos besoins que nous déterminerons nous-mêmes ! Et c'est par une lutte que nous pouvons forcer l'État à nous donner le salaire comme nous le voulons, en même tant que, dans cette lutte, nous prenons la parole et nous imposons nos conditions dans le travail à la maison et à l'extérieur.

Notre patron, l'État

D'où doit venir cet argent? L'État, c'est le « patron collectif » des ménagères. Indirectement ou directement, c'est lui qui commande et contrôle notre travail : à travers la maternité (hôpitaux, lois sur l'avortement et la contraception), les enfants (l'école, le rôle de « mère d'élève »), le logement (loi et normes concernant notre appartement, qui est en même temps notre lieu de travail), sans oublier le contrat de mariage...

Encore que peu nous importe qui va devoir nous payer réellement : ce n'est pas notre problème, c'est le leur...

On ne dirai jamais à des travailleurs d'usine de ne pas demander plus d'argent parce que le capital va essayer de le retirer à d'autres travailleurs ; car c'est le capital qui nous intimide avec ce genre de menaces, mais nous savons bien que le capital ne paye jamais les ouvriers ni en fonction de ses profits, ni en fonction des besoins des travailleurs, ni en fonction de leurs qualifications, mais seulement en fonction de la force de ces derniers. Et c'est la même chose pour nous.

Plus d'argent et moins de travail.

Se pose alors la question : si on nous paye pour faire le travail ménager, nous devrons continuer à le faire toute notre vie, et plus, et mieux ?

Le fait que tant de gens tant de gens posent cette question quand on discute salaire pour le travail ménager montre qu'ils ne voit pas que la lutte des « ouvrières de la maison » (les ménagères) a le même objectif que celle des ouvriers et ouvrières d'usine, c'est-à-dire le but de ne plus faire de travail forcé ni dans la maison ni dans l'usine. Peut-être qu'ils (ou elles) pensent que les femmes ne sont pas capables de demander plus d'argent sans qu'on exige d'elles une augmentation de travail ; ils (ou elles) ne peuvent pas imaginer qu'elles puissent faire une lutte anticapitaliste aussi bien que les hommes. Mais le faite qu'on exige des travailleurs d'usine une plus grande productivité ne les empêche pas de demander des augmentations de salaires. La seule question, c'est : sont-ils assez forts pour refuser plus de travail ?

Certains disent que le travail des femmes à la maison n'est pas productif et que, par conséquent, il ne peut être échangé contre un salaire. Nous pensons que le travail des femmes à la maison et productif au sens marxiste du terme.

Mais, de toute manière, et comme nous avons essayé de le montrer, la perspective du salaire pour le travail ménager ne dépend pas du faite que les femmes créent ou non de la plus-value. Nous répétons que nous ne visons pas à être plus productives, nous ne voulons pas plus de salaire pour plus de travail que nous ferions. Notre lutte se base sur notre besoin d'argent, notre besoin de pouvoir sur notre propre vie, notre besoin de miner le pouvoir des hommes sur nous, notre besoin de miner le pouvoir du capital sur nous, sur les enfants et sur les hommes. ●

MOBILISATION DE GROUPES À LA PÉRIPHÉRIE DU RÉSEAU. L'INSOUMISE DE GENÈVE[1]

Louise Toupin

C'est en 1974 que naît le collectif L'Insoumise de Genève. Ses membres, les Insoumises, une quinzaine de femmes, sont issues pour la plupart du mouvement de contestation de l'année 1968 et de ses groupuscules, qu'elles commençaient à critiquer et à quitter. Il s'agissait en majorité de femmes ayant poursuivi des études universitaires, certaines issues de familles bourgeoises, d'autres de familles modestes ayant bénéficié des premières mesures de démocratisation des études. L'une d'entre elles était une des fondatrices du MLF à Genève en 1971, les autres y étant « entrées » peu après.

Circonstances de formation

Le processus de création du collectif L'Insoumise se déroule en réalité entre 1972 et 1975, cette dernière date marquant l'année de publication du premier numéro du journal, appelé aussi *L'Insoumise*. Pendant cette période, le groupe élabore petit à petit son point de vue sur le salaire au travail ménager à partir de lectures et du vécu personnel de chacune de ses membres. Dans le cadre du MLF, elles participent à la rédaction de deux journaux : *De fil en aiguille*, publié en 1973, et *De mère en fille* en 1974, fruit des discussions du Groupe de mères, un sous-groupe du MLF. En 1975, Année Internationale de « la femme » proclamée par l'ONU, les Insoumises publient leur propre journal, *L'Insoumise*. Il sera publié jusqu'en 1978. Ces militantes participaient aux assemblées et actions du MLF, mais avaient parallèlement commencé à se rencontrer à part, afin de « trouver comment penser le lien entre la lutte des classes et la lutte féministe ».

1 Louise Toupin. Le salaire au travail ménager. Chronique d'une lutte féministe internationale (1972–1977), Montréal : Éditions du remue-ménage, 2014. Cette section est issue en partie d'une entrevue entre Toupin et trois militantes du collectif L'Insoumise, Viviane Luisier, Alda de Giorgi et Suzanne Lerch, à Genève en automne 1994.

Le livre *Potere femminile e sovversione sociale* e de Mariarosa Dalla Costa et Selma James a pénétré dans les rangs des Insoumise, d'une part, à la faveur des liens que ces dernières entretenaient avec des mouvements italiens de la gauche extraparlementaire de tendance opéraïste, dont Mariarosa Dalla Costa était proche et, de l'autre, à la faveur des liens noués avec Selma James et le groupe Power of Women de Londres. C'est par ses canaux qu'elles ont pris connaissance du livre dont la lecture les a « enthousiasmées ».

C'est ainsi que des contacts sont pris avec un éditeur progressiste à Genève, François Grounauer, qui publiait des documents de mouvements contestataires, pour faire traduire en français et publier le livre en question. Le groupe qui allait devenir L'Insoumise l'a tout de suite « adopté comme bible ». Très vite, une rencontre fut organisée dans le Tessin avec des féministes intéressées au salaire au travail ménager venant de ce canton et de Zurich, et Mariarosa Dalla Costa, accompagnée de quelques femmes de Lotta femminista de Padoue.

(...)

Les Insoumise étaient des militantes intégrées dans le mouvement plus large du MLF de Genève. « Plusieurs d'entre nous ont été parmi les initiatrices de quelques unes des « grandes » actions menées sous le sigle du MLF, qui était formé d'une galaxie de petits groupes qui se retrouvaient en assemblée générale, dans des actions concrètes et dans la gestion du Centre femmes ».

Les Insoumises menaient souvent le ball au MLF, « car nous étions presque toutes des militantes à plein temps, très jeunes, qui vivaient de petits boulots, de bourses d'études, d'allocations chômage, etc. » Le fait que certaines d'entres elles soient devenues mères n'a pas changé leur mode de vie. « Au contraire, on a pu utiliser d'autres "robinets", comme l'aide sociale, pour trouver de l'argent sans passer par la double journée de travail ».

(...)

Point de repères des luttes et publication, 1975–1979

Les Insoumises se sont illustrées par l'action, l'action directe souvent, mais aussi par un travail de réflexion et d'information. Par exemple, elles ont produit un journal, *L'Insoumise*, qui comptera une dizaine de numéros échelonnés de 1975 à 1978. Le groupe a aussi à son actif la traduction en français de plusieurs textes des groupes italiens, anglais et américains du mouvement du salaire au travail ménager. À commencer par l'importante anthologie de texte *Le foyer de l'insurrection*. Sans oublier *Le operaie della casa* de Mariarosa Dalla Costa, traduit par l'une des Insoumises, mais non publié, et qui circula de façon limitée sous forme de prêt-à-imprimer. Les Insoumises produiront aussi d'autres publications, plus collées aux actions ponctuelles du groupe.

Mais intéressons-nous d'abord à ces luttes. La méthode privilégiée était l'action directe.

> On ne s'est pas lancé dans une campagne pour le salaire au travail ménager comme en Angleterre et en Italie. On a pas fait non plus de lobbying, comme l'a fait le groupe anglais par exemple, qui entendait agir sur les structures, les lois, etc., mais nous avons trouvé des articulations comme, par exemple, la revendication de 2000 Fr. pour toutes les mères pendant trois ans. Nous ne sommes pas allées voir les syndicats non plus, pour les persuader d'inclure nos revendications à l'intérieur de leur programme d'action. On ne voulait pas faire d'alliance avec eux, plutôt des unités d'action. Nous étions plutôt branchées sur l'action directe et les solutions alternatives autonomes. Par exemple, alors qu'ailleurs des militantes se battaient pour obtenir des examens gynécologiques gratuits, à Genève, quelques Insoumises et des femmes du MLF ont mis sur pied un dispensaire de femmes. Même chose pour les crèches. Plutôt

que de demander à l'État de créer des crèches, on a préféré créer des jardins d'enfants « sauvages ». On voulait une « autre » prise en charge de la santé des femmes et de la garde des enfants. En fait, on s'inscrivait dans un mouvement plus large de création de structures alternatives de vie et de travail.

Les terrains de lutte et d'actions des Insoumises étaient multiples. On recense :

1. Des actions en matière d'avortement, de contraception, de santé et maternité ;
2. Des actions auprès des travailleuses des travailleuses salariés (de Bulova, de LIP et d'infirmières de l'Hôpital cantonal de Genève) ;
3. Des actions contre la répression, les conditions de détention des prisonnières ;
4. Des actions contre le viol, la drague et la violence faite aux femmes ;
5. Des occupations ponctuelles de bureaux gouvernementaux (aide sociale et chômage) et de certains lieux publics (comme le siège du Parti démocrate-chrétien, ou un bistrot désaffecté pour en faire un Centre femmes) ;
6. Des actions « poste–Insoumises ».

(...)

La perspective du salaire au travail ménager des Insoumises

« On n'a pas fait campagne directement pour le salaire au travail ménager, comme en Italie, en Angleterre et au Canada, mais on a trouvé des "articulations", comme par exemple cette revendication de 2000 Fr. par mois pour toutes les mères pendant trois ans », me diront-elles.

Cette « articulation » de la perspective du salaire au travail ménager teinte l'esprit dans lequel baignent chaque action, et aussi la pratique même du groupe des Insoumises. « Nous, on "pratique" le salaire », dira l'une des Insoumises. « Toutes nos actions s'interprètent comme une "reprise" du salaire au travail ménager qu'on aurait dû avoir et qu'on n'avait pas. On prenait ce salaire là où on ne nous le donnait pas, et où on aurait dû l'obtenir ! » C'est ainsi que doivent être lues, selon elles, l'occupation du BUCAS (Bureau central d'aide sociale) et de la caisse cantonale de chômage, la fabrication de laissez-passer pour circuler gratuitement dans les trains lors de l'organisation du Congrès des mauvaises mères, l'occupation du Centre femmes, etc. Cette idée de « reprise » du salaire qui leur était dû est liée, selon elles, au concept de « réappropriation sociale », au sens de réappropriation de la richesse sociale, popularisée largement en Italie durant la décennie 1970. C'est ainsi que le journal *L'Insoumise* a souvent mis en évidence les vols à l'étalage perpétrés par des femmes de même que leurs témoignages. Les Insoumises interprètent ces gestes comme une réappropriation d'un salaire au travail ménager : « Si je vole, c'est que je suis ménagère, que mon travail n'est pas payé, que je dépends comme beaucoup d'autres du petit salaire de mon mari ».

Dans son ensemble, cette articulation originale de la perspective du salaire au travail ménager n'était pas sans susciter des questions. Dans un document interne, « Nous, collectif pour le salaire ménager » écrit en 1977, on lit :

> Mais cette pratique d'interprétation d'événements équivoques ou opaques dans le sens du salaire ménager, ces lunettes posées sur nos nez, ça peut aller un temps... Je voudrais pouvoir pratiquer ces mots, salaire ménager, d'une manière transparente, et que tout le monde puisse comprendre tout de suite le lien entre nous, ce que nous pensons, ce que nous faisons. Ça va bientôt venir...

Si le collectif des Insoumises n'a effectivement pas fait campagne comme tel pour le salaire au travail ménager, comme ailleurs dans le réseau du Collectif féministe international, c'est en partie en raison de contraintes locales, plus précisément du contexte même de la ville de Genève, « un espace politique si restreint et si immobile » :

> C'est vrai, à Genève, contrairement à l'Angleterre et plus encore à l'Italie, les situations ne nous invitent pas à lutter directement pour le salaire ménager. Pour trouver des cibles précises, des leviers de pouvoir précis, il faudrait chercher laborieusement à travers des motions socialistes, des législations concernant les mères-célibataires, etc. Alors que les projets médicaux anti-femmes sortent bien plus facilement de la Maternité de l'Hôpital cantonal, nous invitant sans cesses à avancer dans la lutte, à répliquer. D'ailleurs, cette relative facilité d'information et de mobilisation face à la Maternité est peut-être due, entre autres, à nos bagarres successives.

Et c'est ainsi qu'elles ont préféré revendiquer, avec les « mauvaises mères » 2000 francs par mois pendant trois ans, et appuyer et encourager toutes les actions des femmes qui leur plaisaient, que ce soient des luttes collectives ou des gestes de rébellion individuels (vols à l'étalage, absentéisme), les interprétant comme des « mouvements » qui vont dans le sens du salaire ménager. (...)

Pour le collectif L'Insoumise, « il n'y a rien dans la vie d'une femme qui ne soit fondé sur sa condition de non-salariée à l'intérieur de la maison, et par conséquent, il n'y a aucun lieu où la lutte des femmes pour l'argent ne puisse être faite. La perspective du salaire ménager recouvre la semaine de travail de la femme dans sa totalité, à l'usine et à la cuisine ». Les Insoumises ont ainsi voulu « pratiquer » le salaire un peu partout en ces lieux.

En 2013, une d'entre elles trace ainsi le bilan des années Insoumises : « Pour nous, cette période Insoumises et MLF s'est inscrite dans un mouvement plus large de politisation de la vie quotidienne. Nous avons milité pour des idées, tout en nous engageant ici et maintenant à changer nos vies (refus du mariage, refus du travail salarié exploité, vie en communauté de femmes, contestation radicale de la société, de la division sexuelle du travail, de la domination masculine, de la sexualité dominante, du système patriarcal et capitaliste ». Pendant les années 1970, on croyait sincèrement que la révolution était possible ! » ●

LES DIMENSIONS RÉVOLUTIONNAIRES DE LA STRATÉGIE DU SALAIRE MÉNAGER[1]

Alexia Bonelli

À cette révolte des femmes au foyer, il paraît évident que les groupes salaire ménager ne se situent pas dans un féminisme égalitariste. En d'autres termes, les Insoumises réfutent l'idéologie de l'égalité entre les femmes et les hommes, qu'elles considèrent comme intrinsèque à la société patriarcale et capitaliste. Au sein d'un texte intitulé *Collaborons dans l'é*galité, une militante met en avant le fait que leurs luttes visent à bouleverser radicalement les rapports de force hiérarchiques établis, ce que ne permet par les stratégies égalitaristes :

> Collaborons dans l'égalité : nous ne sommes pas dupes. Ce n'est pas le moment de rigoler. Il ne s'agit pas de collaborer mais de déclarer la guerre. Et puis, l'égalité par rapport à quoi ? Nous ne nous battons pas seulement pour l'avortement libre et gratuit, l'égalité des salaires ou quelque droit élémentaire qui nous est encore nié ; nous nous battons pour détruire la famille, le pouvoir des hommes sur les femmes, des adultes sur les enfants, de la société basée sur l'esclavage du travail salarié, où la majorité des hommes sont exploités dans la contrainte du travail, et aliénés dans leur virilité[2].

Par dimensions révolutionnaires, il s'agit donc majoritairement de composantes révélant un refus des stratégies libérales, institutionnelles, légalistes et égalitaristes par le MLF genevois. Les militantes considèrent ces stratégies comme réformistes, incapables de renverser le rapport de force qui les relègue à une classe sociale dominée.

Au sein de cette partie, il convient de mettre en lumière pourquoi le MLF dénonce ces stratégies traditionnelles d'expression politique, à travers leur revendication du salaire ménager et la théorisation du rapport de force qu'il sous-tend.

1. Alexia Bonelli, La stratégie du salaire au travail ménager selon le Mouvement de libération des femmes de Genève, Genève : Université de Genève, 2018.

2. Fonds MLF-Genève, Travail, Salaire ménager, MLF-GE/S4/SS20.

Le marché du travail ne libère pas

Les féministes marxistes démontrent une façon originale de lutter pour l'émancipation des femmes en refusant la stratégie de conciliation emploi / travail ménager. En effet, alors que la plupart des féminismes (notamment bourgeois capitaliste) prônent la stratégie du partage des tâches pour que les femmes puissent se réaliser pleinement sur le marché du travail, ce féminisme marxiste réfute tant le partage des tâches que le travail salarié comme motto de libération des femmes. Comme précédemment vu, les Insoumises luttent pour l'abolition du travail salarié et du travail ménager : « Réduire, éliminer le travail, tout de suite, par tous les moyens, nous ne pensons qu'à ça ! Dans le travail salarié ou pas, nous identifions ce qui nous mutile, ce qui nous tue »[3]. D'autant plus que, pour elles, le travail ménager traditionnel et/ou le travail salarié sont un frein à la socialisation des travaux ménagers à la façon dont chaque femme le souhaite. Ainsi, leur stratégie de libération des femmes passe par leurs conditions matérielles et par leur lieu d'oppression (la famille) — en revendiquant un salaire ménager. Et non pas par un emploi rémunéré ou la lutte au sein de cet emploi rémunéré aux côtés des autres prolétaires (thèse soutenue selon certaines féministes radicale[4]). Cette stratégie alternative de libération des femmes oppose ces féministes prônant un salaire ménager à la plupart des autres courants féminins ou féministes. Cette stratégie alternative de libération des femmes oppose ces féministes prônant un salaire ménager à la plupart des autres courants féminins ou féministes.

Ce refus de la stratégie de conciliation emploi/famille démontre également une spécificité propre des groupes salaire ménager au sein même du MLF de Genève. Louise Toupin affirme :

> Ce qui différenciait les Insoumises au sein du MLF était : [...] "Nous ne nous intéressions pas à des revendications du style 'favoriser l'accès des femmes à l'emploi salarié', 'partager des tâches ménagères avec les hommes', etc. Notre position était : l'indépendance financière des femmes, oui, mais pas au prix de la double journée de travail"[5].

La stratégie du partage des tâches est considérée, par les militantes, comme inefficace au problème de l'individualisation et du cloisonnement de la lutte des ménagères. Ceci puisque les négociations de leurs conditions de travail sont privées (au sein du couple) et se font au sein de leur lieu de production isolé (le foyer). De ce fait, le partage des tâches renforce le problème plutôt que de l'abolir et est donc écarté par ces féministes marxistes :

> Nos arrangements avec nos hommes, ça existe, et c'est tout. Et ceci, parce que cette bataille [partage des tâches] se déroule dans les murs de la maison. C'est une bataille individuelle, [u]ne bataille individuelle nous donne pas un pouvoir réel, définitif. [...] On est obligée de sortir de notre isolement pour avoir quelque chose[6].

La stratégie du salaire ménager permet la « communalisation » de cette oppression puis, postérieurement, de ces luttes pour l'émancipation des ménagères. Pour les militantes des groupes salaire ménager, ce n'est pas l'obtention rapide et de facto du salaire ménager qui compte mais avant tout la bataille pour l'obtenir. Cette bataille pousse les femmes à « sortir de leur maison », prendre conscience conjointement de leur oppression collective et, dans le cas échéant, lutter ensemble. Cette dimension théorique rappelle également que les militantes pour un salaire ménager n'ont pas le but de « ramener les femmes à la cuisine » (critique majeure à cette stratégie) mais bien de détruire les deux « principes organisateurs » de la division sexuelle du travail.

3. Le foyer de l'insurrection, op. cit.
4. C'est, par exemple, la thèse que soutient Angela Davis au sein de son ouvrage Femmes, race et classe.
5. Le salaire au travail ménager, op. cit.
6. Fonds MLF-Genève, Travail, Salaire ménager, MLF-GE/S4/SS20, brochure «LIP au féminin», p.19–20.

En résumé, l'originalité de cette lutte pour le salaire ménager se voit dans sa proposition d'une stratégie de libération alternative à l'emploi salarié au sein du marché du travail, souvent perçu comme unique voie d'émancipation. Cette volonté de refuser clairement le salariat — sous sa forme capitaliste et productiviste — fait écho aux origines du mouvement salaire ménager. Parmi les témoignages, une militante relève :

> À l'époque, le mouvement pour le refus du travail, venu surtout d'Italie, était assez fort. Alors que la revendication du droit à l'emploi et à l'épanouissement professionnel était un des fers de lance du féminisme, moi j'étais plus proche de ceux et celles qui refusaient cette intégration trop normalisante à nos yeux[7].

Ce refus de la productivité reflète alors l'influence de la tendance opéraïste italienne sur les militantes partisanes de la stratégie du salaire ménager[8]. À la base des théories opéraïstes se trouve « [le] refus du travail, et donc de l'identité d'ouvrier, [...] considéré comme une autodestruction nécessaire pour lutter contre le capitalisme et parvenir au communisme »[9]. Les féministes du MLF insistent sur le fait qu'elles n'ont pas besoin de plus de travail (puisqu'elles le refusent) mais qu'elles ont besoin de plus d'argent, tout en refusant leur libération via le marché du travail salarié. Il est important de remarquer que ce « besoin d'argent » reflète ce rapport de force qu'essaie de renverser la stratégie du salaire ménager. Effectivement, les femmes se retrouvent dominées à travers ce rapport salarial puisqu'elles ont besoin d'argent pour vivre et qu'elles ne peuvent le recevoir qu'à travers un travail ménager (donc de leurs hommes) ou à travers le travail salarié (donc du capital, au prix de la double journée de travail). Ainsi, afin de renverser ce rapport de force face au capital, le but est d'en extirper un salaire dont elles peuvent disposer librement et sans contrepartie.

La critique de la famille traditionnelle bourgeoise

Tout d'abord, le MLF entier (tous groupes confondus) s'oppose fondamentalement à l'institution de la famille bourgeoise. Julie de Dardel rappelle :

> La famille, basée sur le mariage monogamique et coercitif, représente pour ces féministes le lieu de conditionnement aux structures répressives, le maillon indispensable à la perpétuation de la société autoritaire du système capitaliste, l'origine de l'exploitation économique des femmes [...] et le centre de leur répression sexuelle[10].

Spécifiquement aux groupes salaire ménager, c'est bien la famille, en tant qu'institutionnalisation du « mariage comme contrat de travail » inégal[11] et exploitation économique, qui est dénoncée. La famille nucléaire fait foi de base spatio-économique de l'oppression puisque c'est majoritairement au sein du foyer que les tâches domestiques sont effectuées. La maison représente l'isolement de chaque ménagère, tuant ainsi de possibles mobilisations collectives, car chaque femme se retrouve isolée tant de la sphère économique, politique, que sociale.

7. Budry Maryelle, Ollagnier Edmée, Mais qu'est-ce qu'elles voulaient ? : Histoire de vie du MLF à Genève, Lausanne : Editions d'en bas, 1999, p.108.
8. Charron Catherine, «Louise Toupin, Le salaire au travail ménager : chronique d'une lutte féministe internationale (1972–1977), Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2014, 451p.», dans Revue Recherches féministes, vol.29, n°1, 2016, p.219.
9. LA TOUPIE, Opéraïsme [en ligne], consulté le 5 avril 2018. Disponible sur URL : http://www.toupie.org/Dictionnaire/Operaisme
10. De Dardel Julie, Révolution sexuelle et Mouvement de libération des femmes à Genève (1970–1977), Lausanne : Editions Antipodes, 2007, p.68.
11. Villiger Carole, «Le Mouvement de Libération des Femmes de Genève : du mégaphone à la voix de la raison», in Revue suisse d'histoire, cahier 3 : Nouveau mouvement des femmes en Suisse, vol. 57, n°3, 2007, p.262.

Cette contestation de la famille nucléaire au sein des groupes salaire ménager est une caractéristique qui différencie leur revendication d'autres revendications conservatrices et libérales, allant dans le sens d'un salaire ménager. Par exemple, certains syndicats chrétiens, le Parti démocratique chrétien, les radicaux et le parti socialiste parlaient, dans les années 1970, d'« allocation de ménage », de « salaire pour la femme qui a choisi le foyer », ou de « congé parental »[12]. Toutefois, pour le Groupe salaire contre le travail ménager, « [t]outes ces propositions reflètent une même préoccupation : sauver la famille. Car, comme ils disent "la famille est en crise" [...] "le nombre des divorces augmente", "les jeunes fuguent" ... etc. »[13]. Le MLF s'oppose foncièrement à leurs propositions relatives aux aides sociales pour les ménagères, qu'il considère comme réformistes, conservatrices, et vectrices de l'oppression des femmes. En effet, selon les militantes, ces constats sociaux « négatifs » liés à la famille sont les conséquences sociales de l'oppression des femmes ainsi que l'illustration d'une révolte des femmes au foyer qui refusent leur rôle de ménagère et les conditions du travail ménager qui en découle. Elles ne refusent néanmoins pas cet argent sous forme d'allocations. Elles le considèrent comme « concession » face à leur révolte, dont il faut profiter au maximum et même en revendiquer davantage (sans condition) de par l'organisation d'un mouvement des femmes.

Lors de mes recherches sur le salaire ménager et les discussions qui s'en sont suivies avec quelques personnes, on m'a souvent informée que certain·e·s politicien·ne·s de l'aile politique conservatrice, libérale et même d'extrême droite[14], avaient à maintes reprises proposés des aides sociales semblables au salaire ménager. On m'a alors demandé en quoi la revendication du salaire ménager des néoféministes n'était pas une revendication de droite, réactionnaire et contre-productive à la libération des femmes. C'est à travers l'exemple, ci-dessus qu'il est possible de démontrer pourquoi cette stratégie féministe ne s'apparente en rien à ces revendications conservatrices. Effectivement, comme précédemment vu au cours de ce projet de recherche, la stratégie du salaire ménager sous sa perspective féministe marxiste remet profondément en cause le rôle social de ménagère comme rôle intrinsèquement féminin (dénaturalisation du travail ménager comme essentiellement féminin), lutte frontalement contre le capitalisme (refuse la productivité et le travail) et s'attelle à détruire la famille nucléaire bourgeoise. Ces trois dimensions reliées à la stratégie du salaire ménager féministe ne rejoignent aucunement les autres propositions des partis politiques et syndicats.

Les groupes salaire ménager proposent, par la stratégie du salaire, une révolte des femmes au foyer et non pas l'institutionnalisation et le renforcement du modèle de la famille.

12. GROUPE SALAIRE CONTRE LE TRAVAIL MENAGER, «Les syndicats chrétiens – le parti socialiste – «Marie-Claire», parlent-ils de la même chose que nous ?», dans L'Insoumise, n°2, Genève, novembre 1975.
13. Ibid.
14. On peut citer, par exemple, Jean-Marie Le Pen qui a – au sein de la présentation de son programme lors des élections françaises de 2007 – émis la volonté de : mettre en place un «revenu parental» pour pouvoir choisir librement entre l'exercice d'une activité professionnelle et l'éducation des enfants. Concrètement, c'est-à-dire le versement du Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance (SMIC) durant 3 ans pour un premier enfant, puis le renouvellement de trois ans également pour un deuxième enfant ainsi que dix ans au total pour le troisième enfant. (...) Ces exemples d'allocations familiales et/ou «salaire ménager» présentent un véritable enjeu sociétal et sont présents dans la plupart des programmes présidentiels. Toutefois, ils s'appuient et sont toujours reliés à la famille, que le MLF dénonce.

Dénonciation de la conception capitaliste de l'État et des stratégies institutionnelles

La place de l'État possède un double rôle dans l'analyse des féministes revendiquant le salaire ménager. Premièrement, le MLF dénonce la structure hiérarchique et représentative de l'État et ses politiques institutionnelles conventionnelles qui reproduisent les règles et valeurs dominantes. Julie de Dardel affirme que « [l]es femmes du MLF n'ont pas confiance dans le système parlementaire, qui représente pour elles l'archétype du système de délégation dépossédant les individus du pouvoir direct sur leur vie »[15]. De plus, l'État s'avère problématique selon elles puisque c'est lui, conformément à sa faculté d'édicter les lois et les normes sociales, qui produit et reproduit le système élitiste, autoritaire et capitaliste. Tout particulièrement lorsque l'État use de sa fonction de garant du droit de la propriété privée à l'aide de la répression (propriété privée considérée comme à l'origine des inégalités au sein des théories marxistes). Lors de l'action de solidarité du MLF en faveur des détenues de Saint-Antoine — revendiquant le droit de pouvoir vivre des relations affectives et sexuelles malgré leur emprisonnement —, des militantes signent une lettre dénonçant « le système répressif qui opprime les femmes »[16]. Dans le contexte de contestation du dispositif carcéral et répressif des autorités publiques, la responsabilité de l'État dans la reproduction d'un système capitaliste inégal est mise en avant par cette lettre :

> ASSEZ de vos LOIS HYPOCRITES sur le respect de la propriété privée. La propriété privée de quelques privilégiés, les marchandises, étalées dans vos grands magasins suscitent en nous une seule et unique réaction :
> LA PROPRIETE C'EST LE VOL[17].

Cette opposition à l'État se retrouve tant dans les discours des féministes, qu'au sein de leurs actions directes. C'est dans le cadre de ses diverses interventions dans l'espace public que le MLF s'est confronté à l'État et la ville de Genève à plusieurs reprises. Ce rapport conflictuel avec les autorités publiques atteint son paroxysme lorsque les militantes — à la recherche de locaux pour se rassembler depuis plusieurs années — ont occupé le café désaffecté « Chez Papillon » dans le quartier des Grottes en 1976. Les autorités ont réagi avec violence face à cette action directe d'occupation. Elles ont ordonné la démolition du Centre Femme (que les militantes avaient institué à la place du café) et ont évacué les locaux avec force à l'aide de la police. Suite à cela, les néoféministes réagissent en organisant une manifestation, puis, murent l'entrée du Conseil administratif de la ville de Genève, faisant la une des journaux nationaux[18]. Ces actions directes, extra-parlementaires et illégales aux yeux des lois institutionnelles, démontrent la façon de procéder du MLF pour faire entendre sa voix politique. Ces interventions publiques se distinguent des instruments de revendications conventionnels et officiels suisses, tels que le référendum et les initiatives. Sur la base de ce constat, Carole Villiger explique :

> Le MLF ne les utilise pas, car il se veut en rupture avec le système politique traditionnel. Il ne se contente pas de réformes, il exige la révolution. [...] Le but recherché est une interpellation directe des élites et de l'opinion publique : il s'agit d'influencer leurs décisions, en court-circuitant les institutions représentatives, pour les rendre attentives à certains dysfonctionnements sociaux[19].

15. De Dardel Julie, Révolution sexuelle et Mouvement de libération des femmes à Genève, op. cit.
16. Ibid.
17. Fonds MLF-Genève, «Lettre ouverte à G. Fontanet (chef du Département de justice et police) et à ses amis les flics, les juges, les députés, les patrons et les banquiers», Comité «Nous sommes toutes en liberté provisoire», 2 avril 1997, MLF-GE/S4/SS20.
18. Villiger Carole, «Notre ventre, leur loi ! » : Le Mouvement de Libération des Femmes de Genève, Neuchâtel : Editions Alphil, 2009, p.81.
19. Ibid.

Ici encore, il est question pour les militantes de créer un rapport de force vis-à-vis des pouvoirs publics, par le recours à des actions directes. Sans quoi, selon elles, il ne serait pas possible de faire changer la façon de penser et d'agir des individus au sein du système social. En résumé, les néoféministes s'opposent aux stratégies politiques institutionnelles et plus largement se méfient de l'État, qu'elles considèrent comme source d'aliénation, autrement dit de dépossession des individus.

Deuxièmement, l'État possède un rôle de pourvoyeur d'argent dans la stratégie du salaire au travail ménager. En faisant une analogie avec les capitalistes, les militantes soutiennent que l'État est le « patron collectif » des ménagères puisqu'il rythme leurs conditions de travail à travers les normes concernant « la maternité (hôpitaux, lois sur l'avortement et la contraception), les enfants (l'école, le rôle de "mère d'élève"), le logement (lois et normes concernant notre appartement, qui est en même temps notre lieu de travail), sans oublier le contrat de mariage... »[20]. Par conséquent, c'est à lui qu'il incombe de leur verser ce salaire dans la réalisation de la stratégie du salaire ménager. Néanmoins, les militantes ne développent pas davantage le rôle précis que doit avoir l'État dans la mise en place de ce salaire ménager. Bien qu'elles affirment dans un premier temps que cette rémunération est à sa responsabilité, leur analyse revendique ce salaire à l'ensemble des personnes qui leur ont « volé » cet argent, de manière large : « D'où doit provenir cet argent ? [...] nous demandons cet argent à l'État, mais peu nous importe qui le donne réellement »[21]. En outre, les Insoumises affirment ne pas avoir à réfléchir et à opérationnaliser de façon concrète et technique ce salaire. Elles avancent également que, seule une contrepartie salariale étatique ne suffit pas à renverser le rapport de force qui traverse leur oppression :

> Si l'État nous donnait le salaire ménager demain, eh bien rien du tout ne serait changé entre les hommes et nous dans la division sexuelle des tâches à l'intérieur de la maison. Mais pour le moment, l'État n'a jamais rien offert de semblable, et il est incapable de le faire[22].

Il ne s'agit donc pas de préciser les modalités spécifiques d'un salaire étatique, mais bien d'acquérir du pouvoir à travers leurs luttes, ceci dans le but de réaliser leur autonomie et « forcer » l'État — ou autres entités qui participent aux systèmes oppressifs — à leur verser un salaire « comment », « quand » et « combien » elles veulent. En conclusion, tout en dénonçant un État capitaliste, autoritaire et oppresseur, les néoféministes adressent leur revendication du salaire ménager à l'État, considéré comme le « patron des ménagères » et donc, le responsable de leurs oppressions.

Refus des stratégies syndicales légalistes

Les Insoumises ont un rapport conflictuel avec les syndicats, puisque, selon elles, ils ont trop souvent évincé les ménagères de leurs analyses et de leurs stratégies politiques et ont même contribué à occulter leurs oppressions :

> Pour les syndicats, ne compte politiquement (et presque humainement) que la femme qui travaille à l'extérieur. En décidant de travailler à l'extérieur, la femme ferait un premier pas vers son émancipation, le second étant de se syndiquer. [...] Il est vrai que toute l'histoire de la gauche traditionnelle, mesurée à cette jauge-là ne pèse guère ! Aucun homme n'a jamais eu l'idée ni la force de diriger la lutte dans ce sens-là [...][23].

20. Le foyer de l'insurrection, op. cit.
21. Ibid.
22. Fonds MLF-Genève, Travail, Salaire ménager, MLF-GE/S4/SS20, chemise 3, Texte sur la perspective du salaire ménager.
23. Le foyer de l'insurrection, op. cit.

Les associations syndicales sont, en effet, insensibles aux luttes du MLF pour la reconnaissance du travail ménager comme travail productif. De plus, les groupes salaire ménager dénoncent également le fait qu'à maintes reprises, les syndicats ont négocié des mesures allant contre les intérêts des femmes et de leur travail, qu'il soit ménager ou salarié. Au sein du quatrième journal L'insoumise, les militantes accusent les syndicats d'« ennemis des femmes ». Ceci car la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) — qui regroupe une pluralité de syndicats de gauche — a accepté une mesure qui met en place des « [r]éserves quant à l'autorisation, pour l'épouse d'un travailleur étranger, d'occuper une place sur le marché de l'emploi, en cas de regroupement familial (regroupement que la CGAS estime toutefois hautement souhaitable) »[24]. Cette mesure présente un caractère discriminatoire envers les femmes, surtout lorsqu'elles sont étrangères, que le MLF ne tolère pas. Ainsi, les néoféministes sont critiques à l'égard des syndicats et se distancient de leurs pratiques. D'après les militantes, les syndicats et la gauche institutionnelle ne luttent pas contre l'institution de la famille mais la renforcent[25]. Lorsque, pour elles, la « petite famille » représente un des piliers de l'exploitation tant économique que sexuelle des femmes. La stratégie du salaire ménager est alors incompatible avec les stratégies syndicales puisque ces dernières ne visent à remettre en cause ni l'institution de la famille bourgeoise. De plus, alors que les militantes prônent le refus du travail, les syndicats luttent pour l'amélioration des conditions des travailleuses et travailleurs tout en acceptant la condition du salariat telle que définie par le mode de production capitaliste. Selon les néoféministes, lutter au sein d'une organisation syndicale ne fait donc qu'améliorer leurs droits en tant que salariées, dans une perspective légaliste et égalitariste. En tant que classe des non-salariées et travaillant au sein du foyer — perçu par les syndicats comme n'étant pas un lieu de travail, en adhésion à la conception bourgeoise de la famille — ces stratégies de lutte syndicales semblent dépassées et inutiles dans l'analyse du salaire ménager. Elles ne peuvent créer plus de pouvoir, celui-ci étant problématisé comme nécessaire à la création du rapport de force dans l'analyse du MLF. Comme déjà analysé, le rapport de force ne peut être inversé que si les femmes luttent par elles-mêmes (de façon autonome), en s'attaquant à la racine de leur oppression (leur condition de non-salariées). Au sein du *Foyer de l'Insurrection*, elles affirment :

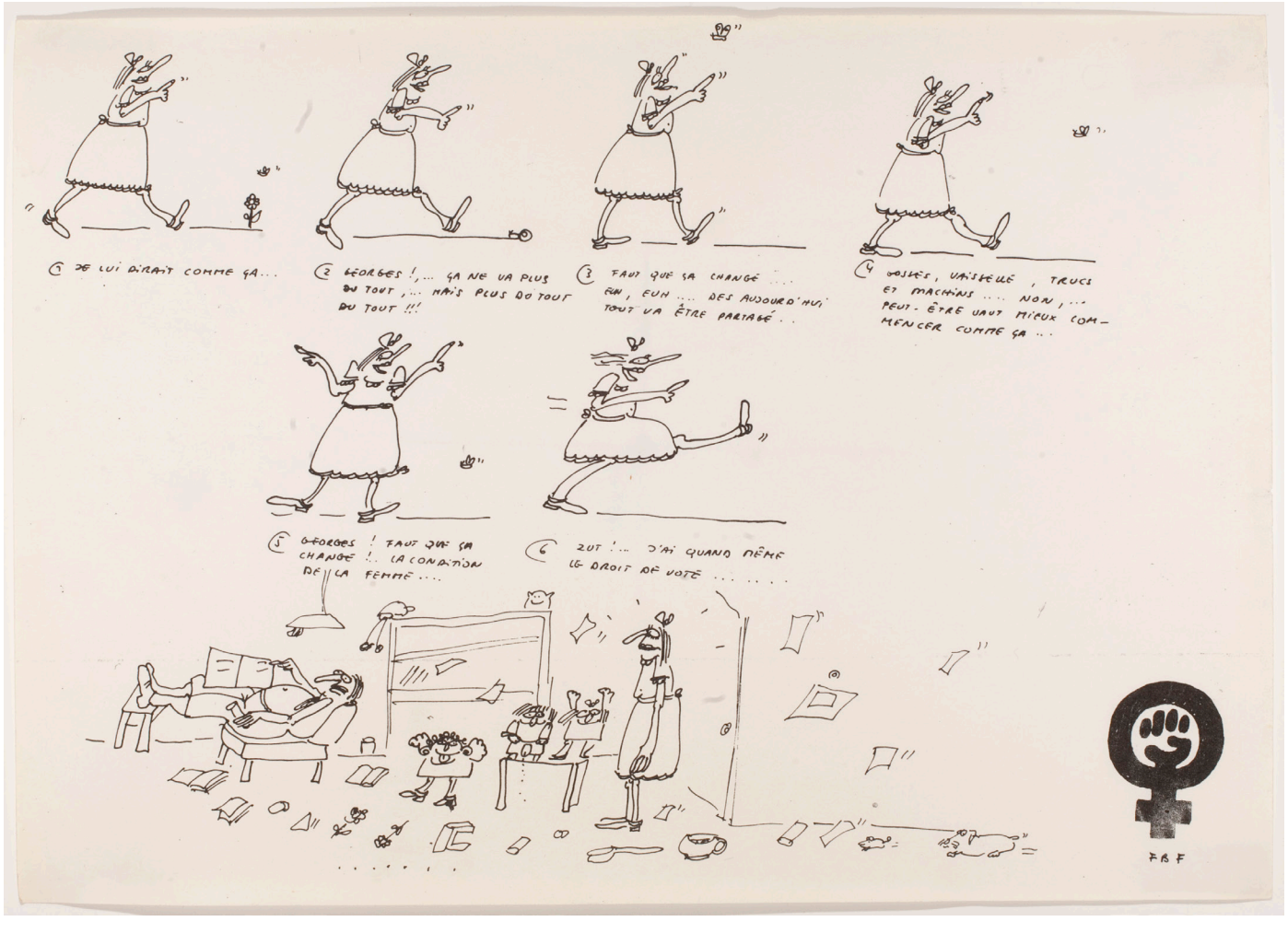
> C'est nous seules qui voulons attaquer notre esclavage [et non pas une organisation syndicale majoritairement masculine et soutenant le travail salarié]. Ce n'est pas en travaillant encore plus, soit dans la production capitaliste, soit dans l'organisation syndicale que nous obtiendrons plus de pouvoir sur notre vie[26].

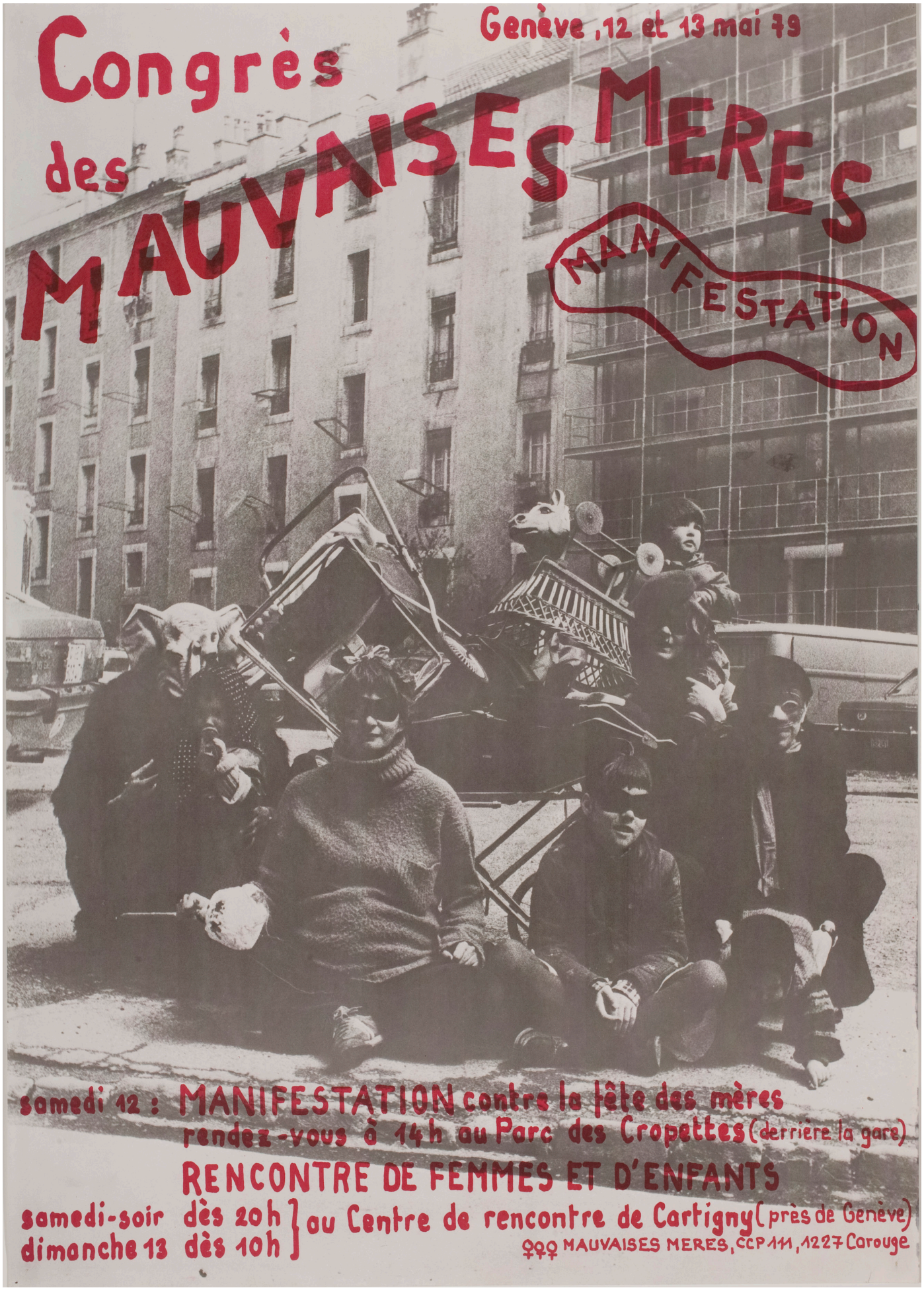
Cette divergence de pensée quant à la place du travail salarié dans la lutte apparaît également au sein même du MLF de Genève. Le groupe *Femmes dans la lutte des classes* reprend les stratégies de lutte syndicale recherchant l'amélioration et l'égalité des conditions de travail entre femmes et hommes et non une perspective subversive prônée par les groupes salaire ménager contestant le travail productif[27].

En somme, les militantes s'opposent tant aux luttes syndicales classiques qu'à la stratégie « travail égal – salaire égal avec les hommes » mise en avant par certains syndicats intéressés par les luttes féministes[28]. Ne permettant pas le renversement de la domination du capital et des hommes sur les femmes, la lutte syndicale ne représente pas une stratégie adéquate pour les féministes des groupes salaire ménager. ●

24. GROUPE SALAIRE CONTRE LE TRAVAIL MENAGER, L'Insoumise, n°4, Genève, mai 1976, p.10.
25. Le foyer de l'insurrection, op. cit.
26. Ibid.
27. De Dardel Julie, Révolution sexuelle et Mouvement de libération des femmes à Genève, op. cit.
28. Le foyer de l'insurrection, op. cit.

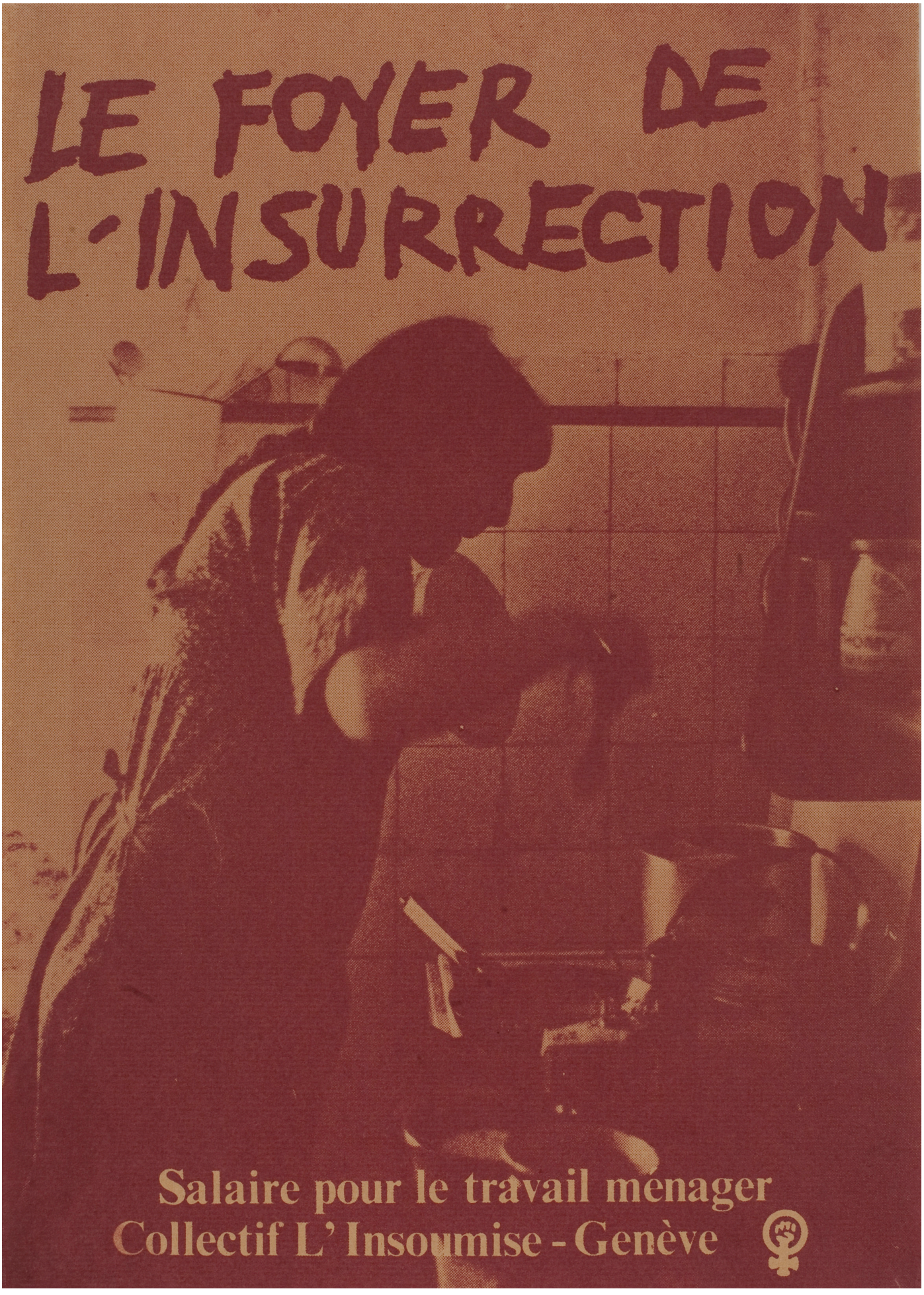
AFFICHES


1 JE LUI DIRAIT COMME ÇA...
2 GÉORGES !,... ÇA NE VA PLUS DU TOUT,... MAIS PLUS DU TOUT DU TOUT !!!
3 FAUT QUE ÇA CHANGE ... EH, EUH ... DÈS AUJOURD'HUI TOUT VA ÊTRE PARTAGÉ ..
4 GOSSES, VAISSELLE, TRUCS ET MACHINS ... NON,... PEUT-ÊTRE VAUT MIEUX COMMENCER COMME ÇA ...
5 GÉORGES ! FAUT QUE ÇA CHANGE !.. LA CONDITION DE LA FEMME ....
6 ZUT !... J'AI QUAND MÊME LE DROIT DE VOTÉ ..... .
FBF

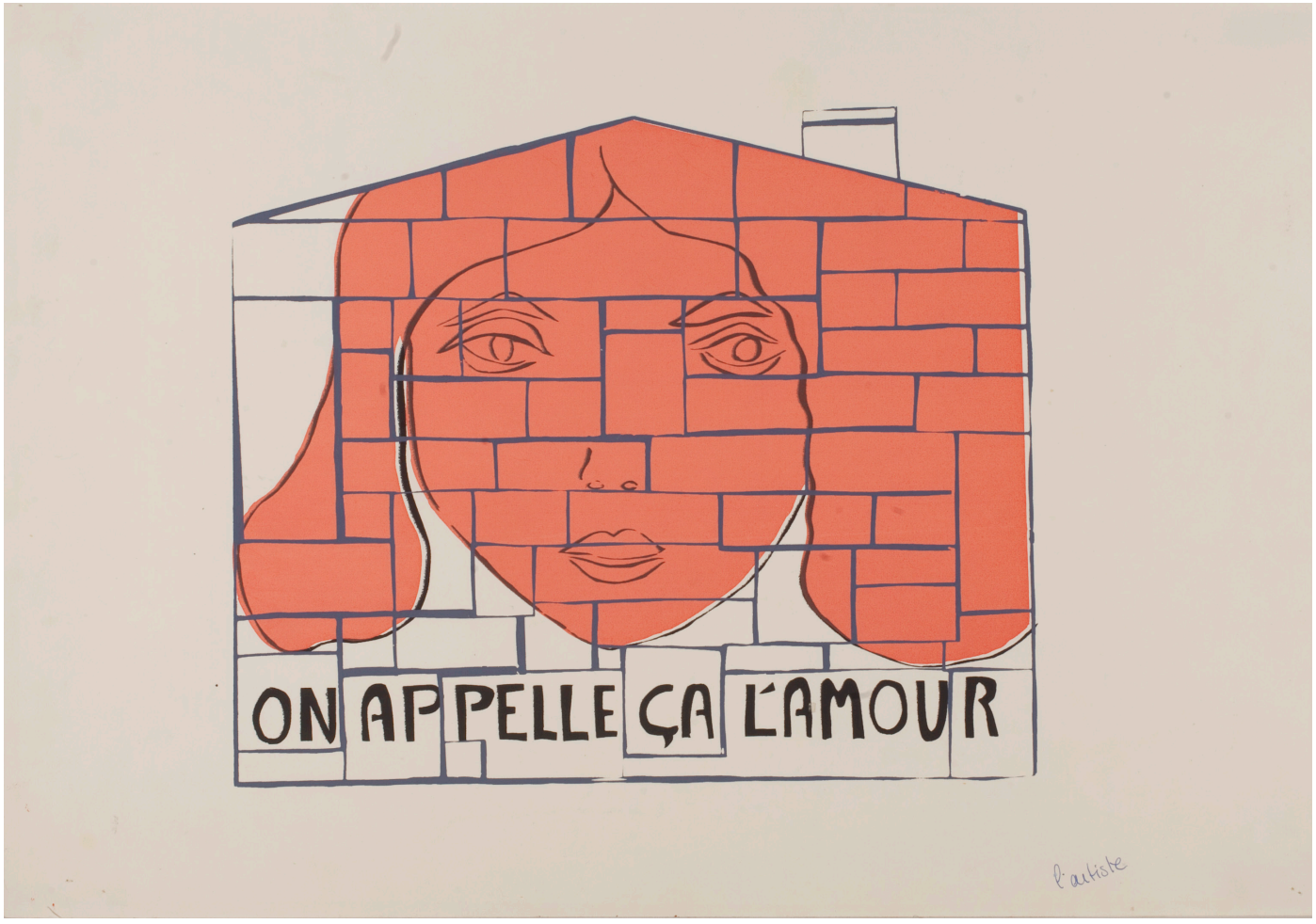


1. Front des Bonnes Femmes, [Bande dessinée du Front des Bonnes Femmes], 1971. Archives contestataires, Fonds MLF, MLF-GE-S3-SS42-D28-P4, (page précédente).

2. Mauvaises mères, Congrès des mauvaises mères, 1979. Archives contestataires, Fonds MLF, MLF-GE-S3-SS42-D28-P42.



3. Collectif L'Insoumise, Le foyer de l'insurrection, 1978. Archives contestataires, Fonds MLF, MLF-GE-S3-SS42-D28-P13.


ON APPELLE ÇA L'AMOUR
l'artiste



INTERNATIONAL CONFERENCE
»WAGES FOR HOUSEWORK«

MONTREAL QUEBEC

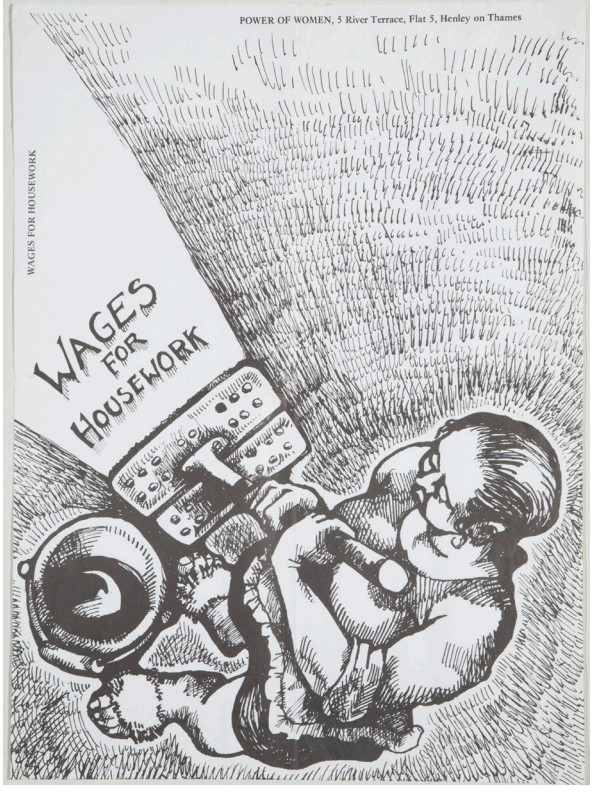
FEBRUARY 22-23, 1975



Salario de domestica
ZA PRÁCI V DOMACNOSTI
VÝPLATU!
Salaire pour travaux domestiques
Wages for Housework
Löhne für Hauserbeit !
ЗА ДОМАШНУ ПРАЦЮ ПЛАЫТ
Salario per il lavoro domestico

4. On appelle ça l'amour, s.d. Archives contestataires, Fonds MLF, MLF-GE-S3-SS42-D28-P34.
5. [Bécassine], s.d. Archives contestataires, Fonds MLF, MLF-GE-S3-SS42-D28-P59.
6. International Conference 'Wages For Housework', 1975. Archives contestataires, Fonds MLF, MLF-GE-S3-SS42-D28-N204.





7. Vocalia de Dones de l'Associació de Veïns de l'Esquerra de l'Eixample, No a la discriminación laboral, 1977. Archives contestataires, Fonds MLF, MLF-GE-S3-SS42-D28-N225, (en haut).
8. Power of Women, Wages For Housework, s.d. Archives contestataires, Fonds MLF, MLF-GE-S3-SS42-D28-N205, (en bas).

PUBLICATIONS



1. Mariarosa Dalla Costa, Selma James, Le pouvoir des femmes et la subversion sociale, Genève : Librairie Adversaires, 1973. Archives contestataires, bibliothèque, R 0097.

Broch 0784 DBL 3776

COUNTER-PLANNING FROM THE KITCHEN

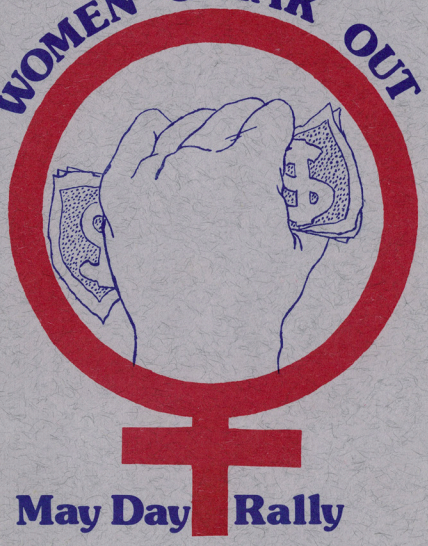
WAGES FOR HOUSEWORK
A PERSPECTIVE ON
CAPITAL AND THE LEFT

by Nicole Cox
and Silvia Federici

Broch 0785 TRPL 3772

WAGES FOR HOUSEWORK

WOMEN SPEAK OUT



May Day Rally
Toronto

2880 Broch 0786

SEX, RACE AND CLASS

Selma James

with contributions from
Barbara Beese, Mala Dhondy,
Darcus Howe and correspondents
to RACE TODAY.



3fr.

UNIES A L'USINE, ISOLÉES AU MÉNAGE : C'EST ÇA QUI DOIT CHANGER!

Septembre 75 Besançon

DISCUSSION DES FEMMES DE LIP
et du
GROUPE SALAIRE MÉNAGER (Genève)

Polycopié à Genève en mars 76

LE SALAIRE MENAGER: "UN RÊVE". "NON, UNE LUTTE..."
****

Nous sommes toutes des ménagères. Qu'on travaille à l'extérieur ou pas, nous effectuons toutes un premier travail pour lequel on nous forme dès notre plus tendre enfance: le travail ménager. Les conditions de travail de la ménagère sont celles de l'esclave: pas d'horaire, pas de vacances, et surtout pas de salaire. Tout le monde nous traite comme si on était des torchons, et tout le monde a raison, car c'est bien ça que nous sommes pour le moment. Lutter pour le salaire ménager, c'est commencer à imposer une autre image de la femme partout: à la maison, au travail, dans la rue.

Les femmes de LIP sont d'accord avec la manière dont on voit le travail ménager. Mais la perspective de lutter pour le salaire ménager ne leur sourit pas. A l'usine, 80% des femmes sont des O.S., et la lutte contre cette inégalité évidente n'est pas même suffisante pour mouvoir les femmes. A plus forte raison, comment pourraient-elles s'enflammer à l'idée du salaire ménager qui remet en question tant de choses, qui pose tant de questions d'organisation et qui n'offre pas immédiatement un objectif de lutte?

Comment placer au centre de la lutte -que ce soit dans le quartier ou à l'usine- les problèmes qui sont les nôtres et qui tiennent à notre ventre et à notre ménage? Comment relier dans une lutte ce que nos ennemis ont toujours su si bien séparer dans leur organisation du travail, et cela aux frais des femmes: l'intérieur et l'extérieur de la maison?

2. Nicole Cox, Silvia Federici, Counter-Planning from the kitchen: wages for housework a perspective on capital and the left, New York: New York Wages for housework Commitee, 1975. Archives contestataires, bibliothèque, Broch 0784.
3. Wages for Housework, Women Speak Out. May day rally, Toronto: Amazon Press, 1975. Archives contestataires, bibliothèque, Broch 0785.
4. Selma James, Sex, Race and Class, Bristol: Falling Wall Press, London: Race Today Publications, 1975. Archives contestataires, bibliothèque, Broch 0786.
5. Femmes de LIP, Groupe salaire ménager, Le capitalisme dépend aussi du travail ménager!: unies à l'usine, isolées au ménage: c'est ça qui doit changer! Carouge: MLF, 1976. Archives contestataires, bibliothèque, Broch 0591.
5. Femmes de LIP, Groupe salaire ménager, «Le salaire ménager: "un rêve". "Non, une lutte…"» in Ibid.



INSOUMISES

Groupe "Salaire pour le travail ménager"
MLF Genève, CP 111, 1227 Carouge

L'ONU ET L'ANNEE INTERNATIONALE DE LA FEMME

L'ONU nous a fait cadeau d'une année: 1975.

- Est-ce vraiment **pour nous?**

Certainement pas. **C'est une sonnette d'alarme pour les gouvernements et les patrons.** L'exploitation éhontée et sans scrupules qu'ils ont fait des femmes jusqu'à maintenant ne peut plus continuer. Il faut changer quelques "détails". Ils ne veulent plus être des exploiteurs féroces... ils veulent nous écouter et se pencher sur nous, des vrais pères, en somme.

"Promouvoir l'égalité, intégrer la femme dans l'effort de développement, renforcer le rôle de la femme dans la paix mondiale." Ils veulent une femme "new-look". Après l'échec de leur politique de limitation des naissances dans les pays sous-développés, ils pensent qu'en intégrant les femmes, à tous les niveaux, ils interrompront leur fonction de poules pondeuses.

Pendant un an, on va donc nous disséquer, nous passer au peigne fin, nous analyser, nous interpréter... On va multiplier les ministres et les commissions chargées de la condition féminine, et une déclaration universelle des droits de la femme sera votée.

Et puis, cette année **de la femme**! , la femme au singulier n'existe pas, ce qui est réel c'est notre condition commune d'exploitées; "la femme" est une abstraction des hommes, une espèce d'exorcisme pour cacher le fait que les femmes, ensemble, ont déjà lutté, ont déjà trouvé leur place de protagonistes dans la lutte de classe

- C'est **à cause de nous**, de nos luttes, de la croissance du mouvement des femmes dans tous les pays du monde.

Les femmes ont fait grève, ont occupé des usines, ont contesté radicalement le système d'exploitation dans les usines, mis fin à des conditions de travail incroyables.

Les femmes ont lutté partout pour l'avortement libre et gratuit, en revendiquant la libre disposition de leur corps, qui signifie refus de la maternité capitaliste, de la médecine capitaliste, de la sexualité faite par et pour les hommes.

Les femmes ont lutté pour leur autonomie financière, brisé le mythe de la vocation de mère-ménagère, dévouée et soumise, en réclamant un salaire pour le travail ménager; elles ont osé dire que faire la mère, c'est travailler, que faire les courses, c'est travailler. Elles ont pris conscience de combien elles sont indispensables par leur travail à la maison, au fonctionnement de toute la société.

Les femmes ne sont pas des sans-travail qui réclament un emploi, ou les conditions minimum pour accepter un emploi, mais des productrices sans revenu qui revendiquent la possibilité de ne pas vivre à la charge d'un autre, père ou mari.

Nous avons fait exploser partout nos refus et nos exigences par des luttes ouvertes, mais aussi le plus souvent encore par des comportements individuels défensifs de refus de certaines contraintes qui nous sont faites.

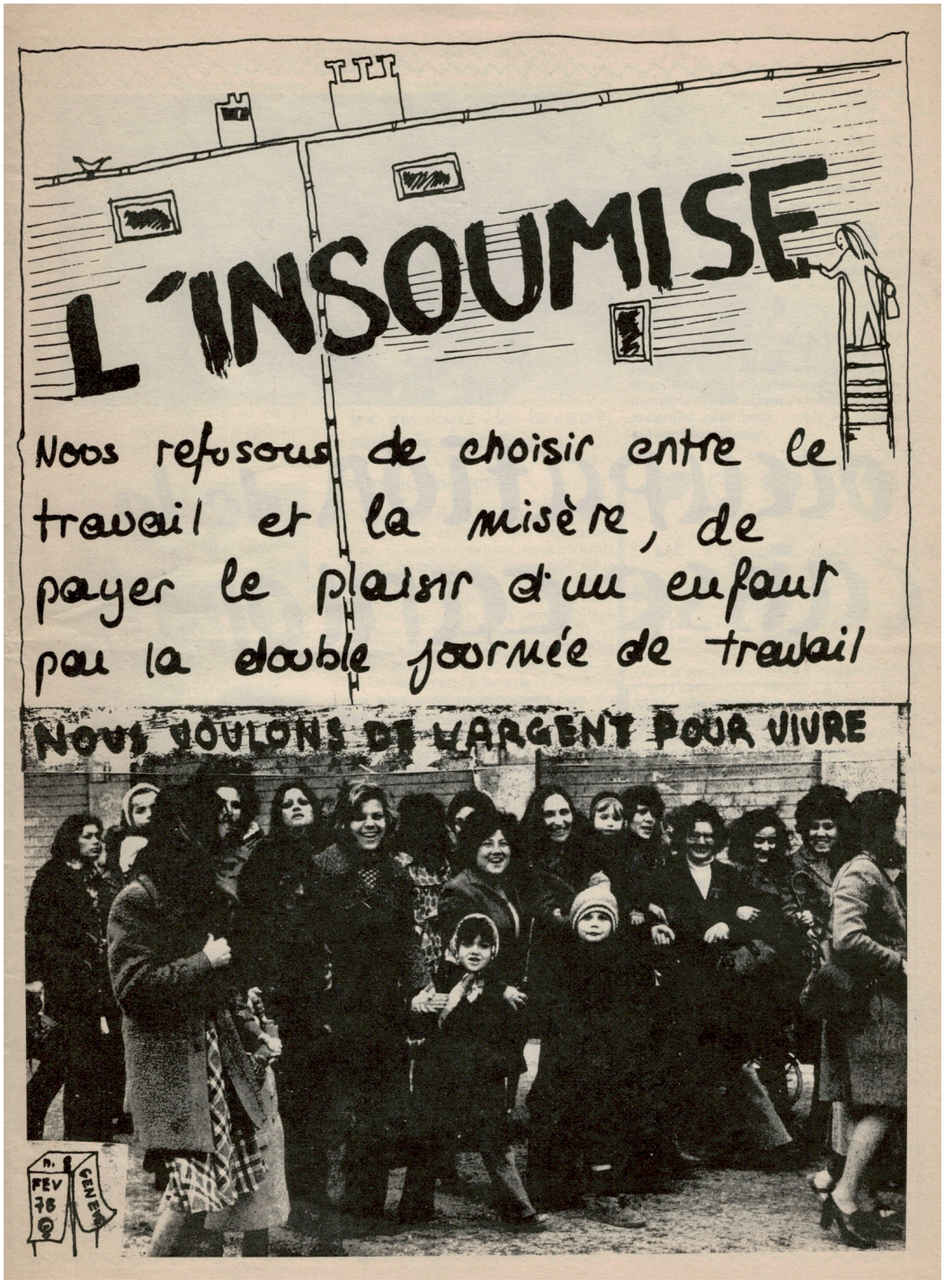
Nous avons battu le record de l'absentéisme au travail, dans les pays développés nous avons de moins en moins d'enfants, tandis que dans les pays du tiers monde, nous résistons à prendre des moyens contraceptifs et nous continuons à faire beaucoup d'enfants, nous désertons la campagne pour la ville, nous changeons énormément d'emploi, nous sommes (malheureusement) majoritaires dans les asiles psychiatriques, nous battons les records des tentatives de suicide, nous divorçons de plus en plus...

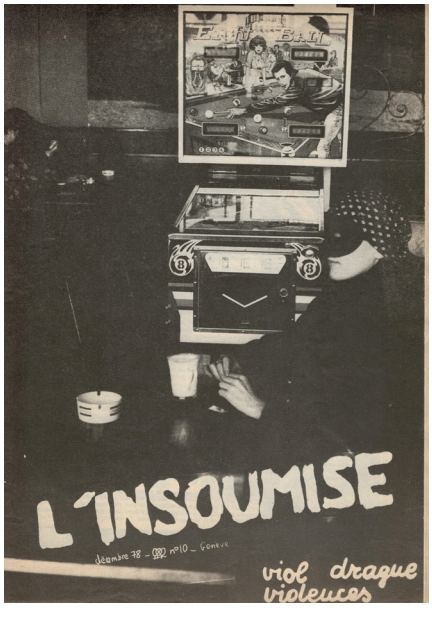
Ces comportements sont des refus, des formes de résistance importantes et qui souvent représentent les seuls moyens de défense qui nous restent.

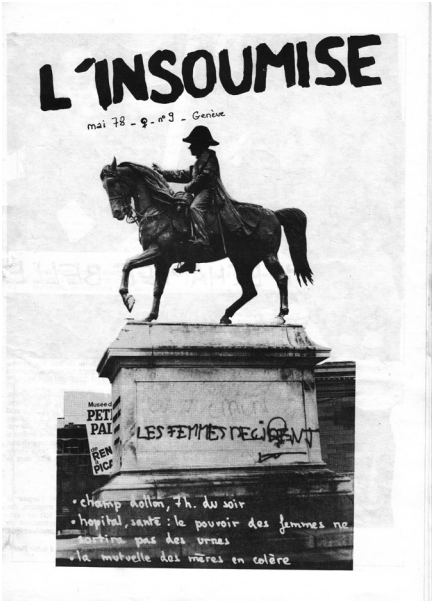
Pour nous il s'agit de sortir de l'isolement de lutter différemment, de passer à l'offensive.

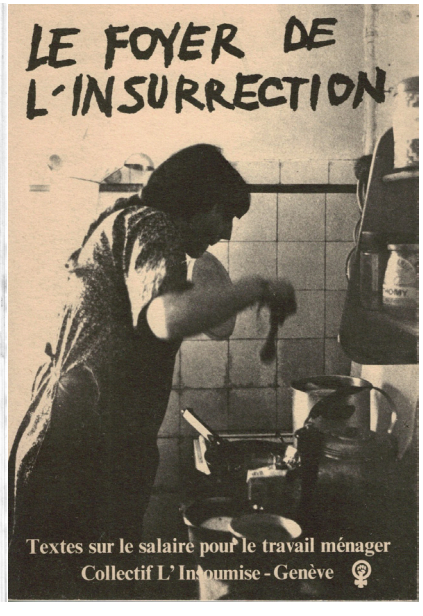
Pour eux, il s'agit de remettre de l'ordre et d'éliminer ces symptômes de "malaise" chez les femmes.

♀♀♀♀♀♀


L'INSOUMISE
Nous refusons de choisir entre le travail et la misère, de payer le plaisir d'un enfant par la double journée de travail
NOUS VOULONS DE L'ARGENT POUR VIVRE
FEV 78
GENEVE


L'INSOUMISE
viol drague violences


L'INSOUMISE
mai 78 - 8 - n°9 - Genève
LES FEMMES RÉSISTENT
• champ d'action, 7 h. du soir
• hopital, santé : le pouvoir des femmes ne sortira pas des urnes
• la mutuelle des mères en colère


LE FOYER DE L'INSURRECTION
Textes sur le salaire pour le travail ménager
Collectif L'Insoumise - Genève

L'INSOUMISE

n.2 GENEVE, NOVEMBRE 75 Groupe "salaire contre le travail ménager"

PG 101/1100



SALAIRE pour le travail ménager

une arme pour qui ?

70 femmes se font licencier d'une usine d'horlogerie dans le Jura

Une vingtaine de femmes occupent pendant un mois une usine qui menace de fermer à St-Julien

Des femmes de LIP s'organisent en tant que femmes

Des femmes qui travaillent en usine à Genève

Nous sommes allées discuter avec elles.
Nous avons parlé des licenciements, du travail, de la lutte.
Nous avons parlé de leur famille, du ménage, des enfants.
Nous avons discuté notre conception de la lutte des femmes, de cette perspective qui met la MAISON – le travail que nous faisons gratuitement – au centre de notre politique, qui prend nos cuisines comme point de départ de notre politique.
Nous avons parlé de la lutte pour le salaire pour le travail ménager.

LA LUTTE POUR LE SALAIRE

Pour nous, la lutte pour le salaire pour le travail ménager n'est pas une façon d'adoucir le sort de celles qui ne sont "que" ménagères, une manière de faire accepter aux femmes leur rôle "naturel". Pour nous, *LE SALAIRE EST UNE ARME* pour toutes les femmes qui font un ou deux ou plusieurs travaux. C'est une arme pour conquérir davantage de pouvoir sur notre vie, sur les conditions dans lesquelles nous vivons. Un salaire n'est pas la "juste rétribution d'un travail", nous ne quémandons pas la reconnaissance de notre travail effectué. Nous savons qu'un salaire exprime toujours le rapport de force entre le travailleur et celui qui utilise sa force de travail. Notre non-pouvoir social et politique et le fait que nous travaillons gratuitement ne sont qu'une et même chose. Exiger un salaire pour le travail que nous faisons actuellement sans être payées, c'est imposer concrètement, matériellement (et non pas moralement) notre pouvoir. Un salaire n'est pas une chose qu'on nous donne, c'est un rapport de force que nous femmes, réussissons à engager face à l'Etat, face aux patrons. Il n'y a que nous qui pouvons le faire !

Il ne suffit pas de rêver d'une nouvelle morale, de la disparition des rôles – le mari au boulot, la femme au ménage (et peut-être aussi au boulot, mais en tout cas au ménage) –, du partage des tâches ménagères. Il ne suffit pas d'attendre que chaque femme se retrouve isolée face à son mari ou ami et qu'elle réussisse à lui imposer ce partage "en privé". Bien sûr, nous ne nions pas l'importance de cette lutte (de chacune d'entre nous) – nous sommes bien obligées de la faire. Mais nous ne pouvons pas compter sur le fait que nous sommes toutes des héroïnes. Il y a celles qui arrivent à s'imposer et toutes les autres, il y a les bons jours et les mauvais où on ne se sent pas la force de lutter ; il y a les maris qui sont prêts à se remettre en question, ce n'est pas le cas de tous. Nous ne pouvons nous permettre de nous fier qu'à ces luttes individuelles. Nous sommes obligées de nous attaquer – toutes les femmes ensemble – à la base de notre exploitation, là où il y a vraiment le noeud, à notre situation matérielle concrète. Nous femmes ne pouvons que par moments échapper à notre condition de ménagères. Nous nous retrouvons toujours confrontées à cette situation de départ. *NOUS NE POUVONS LA FUIR, NOUS DEVONS LA DETRUIRE.*

On nous a toujours parlé de vocation de "nature" pour cacher le fait que le ménage, les soins aux enfants et au mari sont du *TRAVAIL*. La meilleure attaque contre notre condition de ménagère, la meilleure attaque contre cette image "naturelle" de nous, c'est de demander un salaire pour ce travail. C'est le seul moyen qui nous permettra de détruire notre condition.

CE QUE NOUS VOULONS

Pendant une année, nous nous sommes retrouvées dans le "groupe salaire" du MLF. Nous avons tourné passablement en rond à discuter entre nous la perspective du salaire pour le travail ménager. Maintenant nous voulons nous confronter à un maximum de femmes. Nous sommes convaincues que cette perspective est une arme importante pour toutes les femmes – arme, qui pour être efficace, doit sortir, être discutée partout, être adaptée aux besoins de toutes les femmes, être utilisée et intégrée partout.

Nous avons quelque chose à affirmer. Mais nous cherchons aussi à le confronter aux femmes qui se trouvent dans d'autres situations, qui ne sont pas "ces intellectuelles du MLF" comme diraient les femmes de LIP, des femmes intégrées dans d'autres réseaux sociaux que nous.

Nous femmes, nous connaissons bien notre réalité concrète de tous les jours, notre exploitation en tant que ménagère "par nature", en tant que force de travail gratuite, toujours disponible. Et ça fait longtemps que la lutte des femmes pour plus d'argent et plus de pouvoir a commencé, mais chaque femme s'est toujours débrouillée seule pour la faire, pour se défendre. Les femmes ne se sont pas encore souvent mises ensemble pour cette lutte. Notre conception de la lutte part de la nécessité de la lutte collective contre le travail ménager gratuit que toutes les femmes fournissent. Nous nous posons donc la question : *COMMENT NOUS FEMMES, ATTAQUONS-NOUS COLLECTIVEMENT NOTRE SITUATION ?* ces luttes, nous ne pouvons les imaginer seules dans notre coin. Elles doivent être imaginées et menées par toutes les femmes.

suite en dernière page

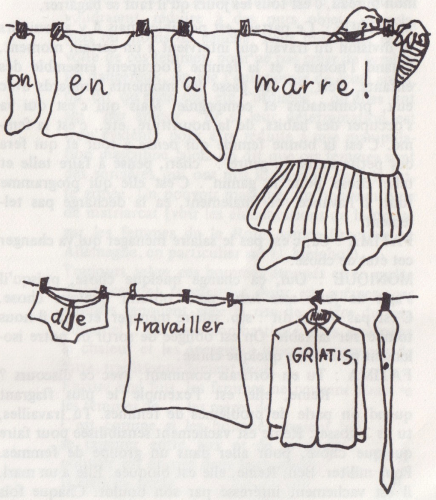
une employée de la C.G.T.E:

Ca fait longtemps que je le dis... (On doit recevoir des sous pour le travail qu'on fait à la maison).

"Ca fait longtemps que je le dis : devoir faire 1-2-3 travaux pour pouvoir vivre, c'est pas normal.. **On doit recevoir des sous pour le travail qu'on fait à la maison, et pouvoir choisir** si on veut aller travailler dehors. par exemple, j'aime mon travail, j'aime mes copains, et **même si je recevais un salaire pour faire mon ménage, je continuerais d'aller travailler dehors** environ... 3 heures... 4 heures par jour. 4 heures par jour, ça, ça irait bien. Parce que, comme c'est maintenant, c'est l'enfer.

Se battre pour des augmentations de salaire, c'est bien, mais ce qu'on veut, c'est aussi **moins de travail**; car comme c'est maintenant, c'est l'enfer, dit-elle.

Regardez: je suis rentrée de vacances en pleine forme, j'ai travaillé deux semaines et je suis tombée malade. **J'avais perdu l'habitude de ce rythme d'enfer**, travail dehors, travail dedans, travail tout le temps!"



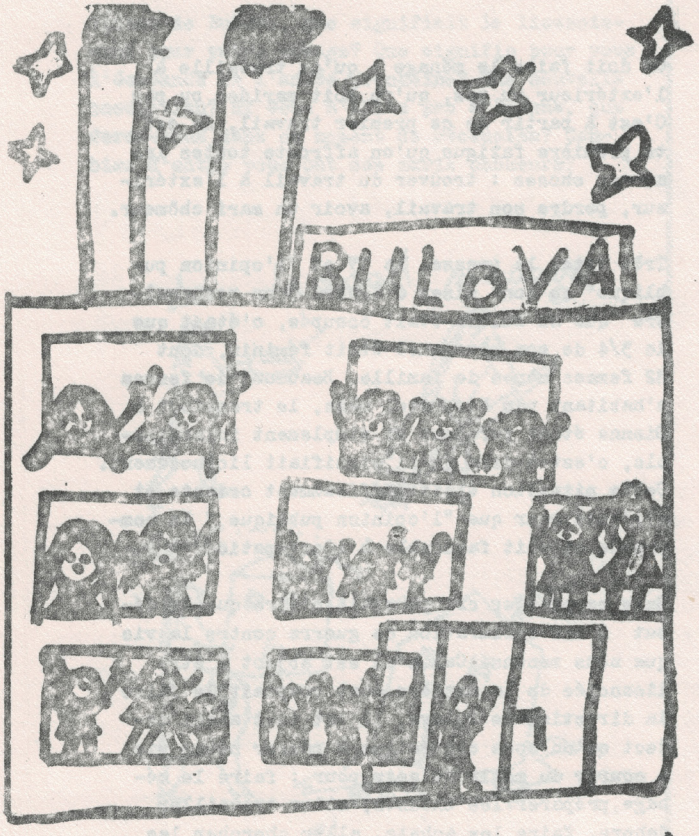
6. Groupe salaire pour le travail ménager, L'Insoumise, Genève: Groupe salaire pour le travail ménager, 1975–1978. Archives contestataires, bibliothèque, PG101/1100 (p.28–30).

L'INSOUMISE

n.3 avril 1976

Groupe "salaire contre le travail ménager"
Case postale 111 – 1227 Carouge

LETTRE OUVERTE AUX FEMMES DE BULOVA



Bulova occupée!

Première réaction: formidable! Voilà enfin des gens qui en ont ras-le-bol, qui bougent, qui prennent leur destin en main.
Puis, grâce aux filles du MLF de Neuchâtel, j'ai su que "75% des ouvriers de Bulova sont des ouvrières". Alors là, c'était fantastique, des femmes en lutte. C'était encore plus formidable. Je me suis sentie forte de cette première victoire: des femmes qui s'organisent, disent non ensemble à la décision d'un patron.

J'ai eu envie de vous connaître, de vous voir, de savoir comment c'était, comment vous viviez ensemble ce moment.

Première déception: on ne pouvait pas entrer. Il y avait surtout des gars à l'entrée. Des cadres? des syndicalistes? en tout cas des gens qui avaient de "l'expérience", qui "savaient", qui craignaient que..., il fallait être prudents..., qui parlaient de manipulations possibles.
Où étiez-vous, les femmes? vous étiez d'accord avec cette prudence, cette méfiance? vous aviez peur vous aussi des autres, des autres femmes?

Mais comment un lieu collectif comme l'usine où se déroule un moment privilégié peut-il être fermé? et pourquoi pas ouvert? et pourquoi pas un lieu d'échange, de discussion? Tout d'un coup, l'usine, votre usine m'est apparue comme une prison, une prison de plus pour nous femmes qui sommes déjà tellement isolées chacune dans notre prison individuelle: la maison, le ménage, les enfants. Vous, les femmes de Bulova, derrière vos fenêtres, applaudissant la manifestation et nos cris "vive la lutte des femmes de Bulova", vous étiez trop loin, enfermées dans votre usine (ou nous enfermées dehors). Pourquoi n'avons-nous pas pu nous rencontrer? dépasser cette situation? Etait-ce de part et d'autre méfiance, indifférence, pas l'habitude de rencontrer d'autres femmes, peur de ne pas pouvoir, de ne pas savoir, ou répression des "organisateurs" de la lutte?

Nous, au dehors, c'était des femmes venues de plusieurs villes de Suisse. Nous, pour moi, ça signifie aussi un groupe de femmes de La Chaux-de-Fonds, des mères de famille, des ménagères, des femmes qui travaillent comme vous, des institutrices, etc..., qui tentent ensemble de confronter leur réalité, leur vie, pour dégager ce qu'elles ont en commun pour lutter ensemble.

DOCUMENTS

Brève histoire du groupe Salaire au travail ménager(STM)

La perspective du STM est née dans les situations italienne et anglaise, où elle a trouvé entre autres deux théoriciennes qui ont su l'exprimer brillamment:Mariarosa Dalla Costa et Selma James. A la suite de rencontres avec ces femmes, de voyages et de séjours en Italie et en Angleterre, ainsi que de lectures, un Groupe STM se forme à Genève (septembre 1974). A ses débuts, ce groupe est fort nombreux (une quinzaine de femmes) et il suscite des discussions enflammées entre nous: c'est que, si la perspective salaire nous enthousiasme dans son ensemble, bien des questions que nous nous posons restent en suspens à l'intérieur même du groupe. Ainsi nous nous demandons à qui il serait logique et possible de réclamer le STM, si le STM ne va pas institutionnaliser les rôles masculins et féminins, etc. En janvier 1975, malgré des questions irrésolues et de nombreuses contradictions internes, le groupe sort le no 1 du journal L'Insoumise à l'occasion de l'anti-congrès de Berne.

En quelques mois, le groupe s'amenuise suite à des incompatibilités et à des désaccords, grosso modo. Peut-être aussi parce qu'il est à un tournant: il a beaucoup vécu sur une dynamique de discussion interne, et ça n'est plus très possible de discuter plus loin. Nous ne sommes bientôt plus qu'une huitaine de plus en plus d'accord et au clair sur la question du salaire. Ce point de vue politique que nous avons tant discuté dans tous les sens nous donnera souvent de la force dans les actions du mouvement auxquelles nous participerons: clarté de jugement sur ce qu'il y a à faire où à dire à certains moments, assurance que l'on n'est pas seule à penser de telle manière, audace de croire ferme à ce que l'on dit parce que ces choses ont été longuement confrontées entre nous. Les problèmes internes du groupe ne sont plus alors d'ordre théorique, mais d'ordre pratique: vices de fonctionnement et de dynamique à l'intérieur du groupe, actions à entreprendre directement sur la question du STM, distribution de notre petit journal L'Insoumise.

Nous pouvons affirmer que c'est la perspective du STM qui nous a donné du souffle, de l'imagination et de la force, dans toutes les actions du mouvement auxquelles nous avons participé. En gros voici pourquoi: l'analyse du travail ménager comme seul travail non-payé par le capital révèle en détail et violemment en quoi nous sommes traitées comme des esclaves. Cette constatation peut entraîner chez qui la fait une révolte flambante et un bouleversement psychologique. Hormis ma révolte, si tout ce qui vient de moi peut être utilisé par le capital, gratuitement, alors mon comportement sera désormais méchant, celui de la femme révoltée et "fière de l'être"(au sens où on ne peut se tenir debout que dans la révolte). De l'esclavage le plus soumis, je passe à la révolte la plus totale et aux exigences les plus luxueuses. C'est la source de notre insolence vis-àvis de Herrmann, de notre détermination pour entrer au PDC, de notre

confiance en nous-mêmes dans tout conflit avec l'autorité (rapports avec les autorités dans la lutte du Centre femmes, conflits de travail, rapports avec les services sociaux pour leur soutirer les sous, vols dans les magasins, etc.). Nous sommes sûres d'avoir raison contre eux. A travers l'analyse du travail ménager, nous pensons avoir dépisté leur stratégie principale pour nous tenir en bride. Notre force commence dans la découverte de leurs batteries.

Mais, si la perspective STM nous a transformées au point de nous donner, individuellement et collectivement, la force d'oser imaginer une toute autre vie et de réclamer non pas ce qui est réaliste mais ce qui est nécessaire et indispensable d'obtenir, ceci de manière générale, nous n'avons jamais réussi à l'imposer comme terrain de lutte ou comme ligne de démarcation. Etonnant que leSTM ne soit pas un grand sujet débattu, combattu, voté, télévisé etc., comme l'avortement par exemple. En fait, c'est sur un terrain travaillé que nous aurions des choses à dire et à faire. Mais nous ne pouvons ni ne voulons inciter le débat sur le salaire, avec interviews, tables rondes, discussions télévisées, etc. Les quelques idées que nous avons eues pour amorcer la bagarre ne nous ont pas emballées , ou nous n'avions pas la force de les mettre en branle(pétition pour le STM, occupation d'un "équipement", assemblée de femmes divorcées ou autres ayant"droit" à des pensions alimentaires, etc. Bref nous n'avons pas réussi à imposer la discussion sur le STM ni à l'intérieur du mouvement, ni dans la ville, et nous n'avons rien pu engager en termes claire pour obtenir quelque chose "liable" au salaire, ou directement des sous.

Après une longue période d'activisme nécessaire mais dispersé pour des motifs divers (accouchements, répression, etc.), que reste-t-il du groupe STM? Nous sommes encore moins nombreuses(4-5) à prendre de temps en temps l'initiative d'une réunion ou de la publication d'une nouvelle Insoumise. A travers nos activités diverses et disjointes, nous retrouvons les traces typiques de l'une ou l'autre, dans la phrase d'un texte ou dans une décision. Et lorsqu'on se retrouve à discuter, nos points de vue sont encore très proches. Mais, peut-on se dire, quelle importance?

D'autre part, depuis le Centre femmes occupé, date anniversaire de notre désagrégation croissante, nous avons rencontré et fait beaucoup de choses avec des femmes nouvelles qui sont devenues nos copines. Nous avons aussi beaucoup discuté avec elles, à bâtons rompus. J'aurais pourtant soif de pouvoir discuter avec ces nouvelles copines de tous les grands sujets: que voulons-nous faire de manière générale? Comment faire la révolution, comment nous y prendre? Comment échapper à notre situation de pop corn du système qui nous fait sauter quand et comme il veut, de manière très prévisible? Comment devenir une Résistance solide et nombreuse? Comment réussir à changer les choses de manière définitive, et non pas pour passer notre vie de manière aventureuse et mouvementée? Etc.

J'estime que le manque de discussion entre les femmes du groupe STM, entre les femmes tout court, pendant cette dernière année, est une faiblesse intolérable. Alors qu'à une certaine époque du féminisme, "prendre la parole" était l'acte subversif par excellence, étant donné qu'on nous l'avait ôtée depuis toujours, nous sommes retombées dans un activisme muet, même s'il est politique. Désagrégation générale du mouvement, incapacité de penser et d'agir à disons moyen terme, solitude pour réfléchir aux choses après coup: il est temps que ça cesse.

Deux mots aussi sur l'existence du fameux réseau international pour le STM. Dans l'idée que le capital et le machisme sont internationaux, que le travail ménager est utilisé gratuitement dans le monde entier, et selon l'analyse que les femmes du monde entier sont en train de refuser le travail ménager et se prennent dès maintenant du temps et des choses pour elles-mêmes à leur manière, des femmes essentiellement de Londres et alentours, d'USA, du Canada, de Padoue et alentours, et de Suisse se sont retrouvées à plusieurs reprises dans des espèces de congrès pour discuter de la perspective STM, de l'organisation internationale des femmes pour le STM, et d'autres choses encore. Malheureusement, il semble que ces congrès n'aient amené que très peu d'idées nouvelles et opératoires. Par contre ils nous ont forcées à reconnaître que "l'ambiance" était glaciale, la manière de communiquer rigide et sans appel. C'est ainsi que, peu à peu, nous de Genève nous sommes distanciées de ce réseau. Sans jamais avoir su d'ailleurs si les grandes chefs nous estimaient parties de ce réseau ou pas ! Pour certaines, ce qui a fait déborder la coupe, c'est les rapports de travail que nous avons eus pour réaliser le livre sur le salaire(Le foyer de l'insurrection, qui sortira en septembre): soit la collaboration a existé de manière étroite (réponses rapides et précises), mais sans aucune gentillesse et dans un rapport de patron(auteur) à employée(traductrice), comme ce fut le cas pour l'Italie. Soit la collaboration a été impossible à établir(Angleterre, Selma James) malgré de nombreuses lettres adressées aux intéressées. Les grandes théoriciennes du STM se comportent hélas comme des chefs, alors qu'à travers leurs (premiers) écrits, nous les pressentions comme de grandes et précieuses copines. Il est significatif que, coincées dans des impasses pratiques quant au STM, nous n'ayons jamais eu l'idée ni pris l'initiative de poser et discuter nos problèmes dans le cadre de ce réseau international. Nous n'avons finalement jamais rien attendu de ce réseau. Est-ce que ça pourrait changer, est-ce qu'on voudrait que ça change? Chrois pas.

Sur la théorie

Aïe ce bateau...Je dirai juste que pour moi, la théorie, c'est le mouvement réflexion-imagination qui part de la pratique pour y retourner et qui s'exprime dans des mots précis autant que possible, qui est communicable aux autres, donc discutable avec les autres. Dans la mesure où nous vivons la situation dont nous parlons (ou une situation approchante), réussir à en discuter et à décider d'actions capables de la modifier, ensemble, c'est une force. Je trouve que la perspective STM nous a donné plus de force que de sclérose. Le fait de réfléchir toutes ensemble aux mêmes choses nous a rendues plus proches jusque dans nos expressions, mais jamais au point d'être interchangeables ni moulins à prière. Bref, la mise en commun intellectuelle et verbale, la confrontation de nos points de vue, le développement des contradictions entre nous jusqu'à leur disparition ou leur éclatement permettent à un groupe de se constituer et de fonctionner de manière collective et durable: chacune essaie de se rendre compréhensible à toutes, nos intérêts s'approfondissent, et les vagues de fond ne se brisent pas en un clin d'oeil.

Notre analyse de la société macho-capitaliste reste celle du travail ménager gratuit identifié comme le moyen fondamental pour nous tenir sous le joug. Le livre Le foyer de l'insurrection donne diverses faces de cette analyse et de la lutte contre nos conditions d'esclaves, la lutte pour le STM. L'analyse générale du travail ménager reste la nôtre, ainsi que celle du STM. Mais que dire de la lutte pour le STM en tant que levier de pouvoir pour toutes les autres luttes? Armées de cette analyse, que faire , quelle initiative prendre qui serait dictée non pas par le moment que nous impose le pouvoir, mais par ce que nous pensons qu'il faut faire au moment que nous décidons? A quoi peut nous mouvoir l'analyse du travail ménager et la perspective du salaire? Quelles oppositions, quels enthousiasmes, quelles idées suscite-t-elle parmi nos copines, moins émoussées que nous sur la question? La perspective du salaire est restée coincée dans nos têtes et nos tiroirs, mais la publication de notre bouquin devrait permettre un débat un peu plus large sur le sujet, et même peut-être plus? En tout cas, elle a besoin de critiques sérieuses et rafraîchissantes.

On pourrait résumer de manière plus que succinte ce que nous pensons en quelques propositions:
*Le pouvoir macho-capitaliste nous force à travailler pour pouvoir vivre et nous impose nos conditions de travail, tout comme il nous force à nous reposer ou à baiser, etc., nous imposant nos conditions de repos, de baise, etc. Il veut commander notre vie de A jusqu'à Z, et il y réussit plutôt bien que mal, malgré nos révoltes et nos luttes. La seule possibilité pour nous faire une autre vie, c'est d'enrayer et de détruire la structure et les gens qui nous commandent. Mon plaisir à vivre est proportionnel à ma capacité d'enrayer, de détruire (donc il est petit).

Dans le travail ménager, nous identifions la mystification et l'exploitation spécifiques que le capital a trouvées pour juguler les femmes, étayant son idéologie sur notre force, notre richesse, notre beauté mêmes: la capacité de procréer. La perspective du salaire ménager est un levier de pouvoir pour nous femmes, parce qu'elle choque de front et démolit l'idéologie dominante de la nature et du rôle féminin, parce qu'elle nous pousse à reprendre matériellement ce qui est à nous(des sous, des choses, la jouissance de choses).

*Au fil de nos expériences et de nos connaissances, nous avons compris que: soit ils ont notre peau, soit nous avons la leur. Même si nous nous trouvons parfois à "négocier" avec des patrons, des autorités ou des représentants deceux-ci, nous savons qu'il s'agit d'une guerre. Ils nous ont tout arraché, ils nous arrachent tout. Pour nous reprendre les sous, les choses, le monde, la vie, il nous faut aussi tirer fort, plus fort. Et nous estimons que tous les moyens sont bons.

*L'argent en tant que tel ne fait pas notre bonheur. Nous cherchons dès maintenant, de manière individuelle et collective, à nous reprendre de l'argent(et des choses) de manière réelle. Pourtant, la force de notre demande de STM va droit dans le sens de l'abolition du salariat. Mais tant que c'est l'Etat et les patrons qui possèdent tous les sous, les choses, le monde, c'est cela même que nous voulons libérer. Dès que sous, choses, monde sont à nous, même partiellement et dès maintenant, nous en disposons évidemment de manière totalement différente. Les gosses de bourgeois passés à gauche mettent à disposition
36 fric et maisons pour le mouvement ou leurs copains -plus ou moins!

*Nous nous organisons entre femmes et de manière autonome pour demander le STM. Ici, l'autonomie est liée organiquement au contenu de la requête: aucun homme, et personne d'autre que les femmes, ne pouvait parler du travail ménager ou imaginer la perspective du salaire. En ceci, on peut dire que cette requête est féministe par excellence. Personne d'autre que nous ne pouvait oser faire du ménage et du STM son analyse et sa perspective politique. Aucun homme, pas plus en Italie qu'en Angleterre qu'au Jura, n'a jamais demandé à travailler avec un groupe salaire ménager. La nécessité de l'autonomie de la lutte pour le STM se marque aussi à l'égard de certains groupes de femmes. Alors que tous les groupes de femmes(et d'hommes)ont un avis, souvent un même avis avec des motifs différents, sur des questions comme l'avortement, personne ne nous bouscule pour réclamer le salaire au travail ménager.

Problèmes en vrac

*Copinage et mobilisation

On peut presque dire q ue le fichier du MLF a augmenté de volume à mesure que les forces disponibles s'amenuisaient. Et les femmes inscrites au fichier sont bien plus des lectrices de "convoc" que les membres disponibles d'un mouvement. La plupart sont inconnues, souvent de riches inconnues, à lire leurs adresses, et ça me fait personnellement doublement chier pour ne pas dire plus, d'utiliser forces et papier à "informer" tout ce beau monde immobile. Les femmes plus actives l'ont bien compris et savent qu'une action se prépare non pas en imprimant des convoc pour le MLF ou des tracts pour le grand public, mais en téléphonant à 50 femmes ou plus qu'on connaît bien ou à 3-4 communes. Si le mouvement fonctionne comme ça, et que comme ça, alors ça n'est pas un mouvement mais une clique, même si elle est créative, active, sympathique. Toute l'aspiration à devenir toujours plus nombreuses, rassemblées et fortes, où doit-on la reléguer, si elle existe encore dans notre "inspiration"? Tout le désir de "communiquer" avec d'autres femmes, de rencontrer d'autres femmes, où le balancer?
A cette pratique qui tient de la combine, mais qui se justifie quand ce sont des combines que nous organisons (actions-surprises genre interventions à la Maternité, au PDC, etc.), que pourrions-nous ajouter qui nous remette sur une lancée de mouvement? En Italie, les jeunes féministes ne croient plus au tract: elles utilisent essentiellement le téléphone, les radios libres et les grands tazebaos(cf.plus loin la traduction de l'article de Panorama). De plus, la presse traditionnelle effectue pour elles tout un travail de propagande et d'informations, même si c'est au prix de quelques déformations. Si nous décidons de reprendre l'initiative et de la gérer par notre parole aussi(journal), il faudrait rediscuter du fonctionnement même du mouvement: quelle est l'alternative au copinage replié sur lui-même et donc voué tôt ou tard à l'extinction?

*Redéfinition de l'autonomie

Une fois de plus, il s'agit de redéfinir l'autonomie. Il s'agit de réussir à la communiquer, donc à lui donner un contenu, et non pas seulement un aspect formel "on veut être entre femmes". Se retrouver entre femmes nous assure de bonnes conditions pour savoir retrouver ce qui nous intéresse, ce qui nous concerne, ce qui nous motive à lutter. Mais il est vrai aussi que toute une série de motifs de lutte concernent aussi les hommes, les hommes autant que les femmes (la prison, les conflits de travail, etc.). Lors de la préparation du 30 juillet à Malville, nous étions dans l'impossibilité de présenter une alternative solide pour les femmes de Malville et les autres, pour toutes sorte de motifs, entre autres: notre difficulté à lier de manière évidente et articulée notre type d'organisation (de femmes seulement) et la lutte anti-nucléaire et anti-flics.

Jusqu'à présent, en fait, j'ai rencontré deux contenus qui fondent l'organisation "de femmes seulement": le STM (motifs déjà dits plus hauts) et l'éco-féminisme(cf.Françoise d'Eaubonne: c'est à cause du phallocratisme que le monde est devenu ce qu'il est, surpeuplé (!) et pollué. Une société gérée par des femmes ne pouvait devenir ça. Et c'est les femmes seules qui détiennent les possibilités matérielles de sauver le monde de la mort).
Cette redéfinition de l'autonomie beaucoup plus axée sur le contenu que sur la forme permettrait aussi de resituer le mouvement des femmes non seulement par rapport aux hommes , mais aussi par rapport à tous les autres groupes de femmes qui emploient et abusent ce terme. Lutte autonome ne signifie pas lutte "séparée des hommes": cette séparation n'est que la conséquence d'un contenu. Ainsi en Italie, par exemple, "l'aire de l'autonomie" est essentiellement constituée d'hommes(et lesquels!). Dans ce cas, par autonomie, il faut en tout cas entendre "pas de compromis ni avec les syndicats, ni avec les partis, ni avec les groupes, etc."; ou encore: suite continue de notre révolte individuelle à l'organisation sans compromis d'une action.
Réussir à redéfinir notre autonomie sur cette longueur d'ondes là en des termes précis, ça permet d'échapper non seulement au séparatisme à l'égard des hommes, mais aussi au sectarisme vis-à-vis des femmes qui travaillent dans d'autres groupes.
Sur cette question de l'autonomie et du rapport avec les hommes ou avec des groupes d'hommes, nous pourrions essayer de discuter encore de la signification de la naissance récente de communes mixtes où se trouvent de très bonnes copines, du travail commun hommes-femmes dans l'histoire de Champ-Dollon et Bel-Air. Nous pourrions aussi lire ensemble l'article de Panorama intitulé "La colère des femmes de 16 ans".

*Constitution d'un nouveau collectif?

Ayant discuté à fond de toutes ces choses, il se peut que nous décidions la mise sur pied d'un nouveau collectif, capable d'intégrer la perspective STM en la mettant à jour, capable d'intégrer les expériences que nous avons vécues et connues ces derniers mois à titre individuel ou collectif. Pour moi, l'intérêt de s'organiser de nouveau en collectif, je l'ai sûrement déjà resassé, c'est, en gros:
-de savoir qu'il y a un lieu et un moment de discussion, un rendez-vous sérieux auquel on tient envers et contre tout, car on sait qu'il nous donne des moyens pour nous battre individuellement et collectivement.
-de savoir sur qui compter afin de pouvoir agir et réagir rapidement sur des choses individuelles et collectives, sûre que je suis de la disponibilité des femmes du collectif, de leur rapidité à être là pour faire les choses, de leur rapidité à piger de quoi il retourne et ce qu'il y a à faire.
Bref, mettre sur pied un collectif, ça veut dire amorcer une Résistance. "Marre des innombrables initiatives: il s'agit de re prendre l'initiative et d'être capable de la tenir plus

qu'un mois, plus qu'une semaine, plus que le temps d'une anecdote".
Se mettre ensemble pour quoi faire? Grosso modo et un peu académiquement, on pourrait dire qu'il y a trois terrains de lutte sur lesquels on peut s'aventurer. Souvent, le vice d'un rassemblement, c'est de ne s'engager que sur un seul. Nous voulons aller voir sur tous les trois:
-un niveau très large, "masse", qui va du débat public à l'insurrection!
-un niveau qui s'approfondit au gré de nos rencontres: c'est tous les rapports que nous recherchons ou entretenons avec des femmes plus ou moins proches de nous.
-un niveau qui exprime plus nettement nos rognes et nos plaisirs et notre volonté de se prendre tout tout de suite, tout toutes seules, et qui correspond à toutes les actions "poivrées" que nous concevons dans nos petites têtes.
Nous sommes ces trois niveaux et nous pouvons nous donner des moyens pour les faire communiquer comme des vases et des alambics dont peut sortir de temps en temps un gros boum ou un couic ou un yé. Un de ces moyens, c'est L'Insoumise dont on pourrait reparler en long et en large quant au rôle qu'on lui donne pour nous-mêmes et vers les autres femmes, et surtout quant à sa distribution. Il y a aussi la notion de réseau (pas international) à rediscuter: où voit-on les premières mailles du filet, dans quelle direction le tisser, que faire pour le tisser, etc. Dans les moyens à notre disposition pour semer notre graine à tous vents, je n'hésiterai pas à mettre aussi la lecture des journaux organisée telle que nous l'avons pratiquée pendant une année, et la manière dont nous avons voyagé en Italie, en France, un peu en Allemagne pendant cette époque-là-

Lulu
Juillet 77

COMMENT SE PRENDRE U SALAIRE POUR LE TRAVAIL MENAGER

Outre la conscience précise, revendicatrice, méchante que nous donne l'analyse du travail ménager et la perspective du salaire,
outre le fait que le mouvement en général et des femmes y compris a dépassé parfois cet objectif, au sens où il a pu se prendre tout ce qu'il voulait à certains moments (cf. le printemps 77 en Italie), au sens où les femmes arrivent déjà à exercer leur pouvoir sans détenir une base minimum matérielle pour agir(le salaire),

à quoi cela sert-il encore de parler de salaire pour le travail ménager?

comment faut-il entendre la perspective du salaire pour le travail ménager?

que faire?

Je trouve que ces termes sont encore opératoires, même s'ils produisent toutes sortes de malentendus -ceci aussi parce qu'ils sont maldits, vitedits, peudits, pasfaits. Ces termes sont encore opératoires parce qu'il font référence à une situation et à une conscience qui n'ont pas encore matériellement changé pour nous: la contrainte du travail ménager forcé et le manque de fric.
40 Et demander du salaire pour ça, c'est-à-dire du fric qui me tombe CHAQUE MOIS(c'est ça un salaire, c'est cette ASSURANCE-LA) dans la poche, ça reste pour moi une recherche ouverte et des mauvais coups à leur faire. A travers nos luttes, nous nous prenons beaucoup de choses, mais pas de fric et peu de biens en nature. Nous dépensons nos sous, nous perdons nos biens, plutôt!

Dans nos pérégrinations réflexives autour de la théorie du salaire, nous nous posions une question:faut-il (toujours) entendre le salaire pour le travail ménager comme une "somme d'argent payée cash par l'état" uniquement, ou toutes nos luttes vont-elles dans le sens du salaire? Je voudrais me poser une autre question: La lutte pour le salaire, c'est la lutte matérielle, "pour-du-matériel". Que gagnons-nous à travers nos lutte en fric, enbouffe, en vêtements, en factures annulées, en voyages, en cinéma, ETC.?! D'accord, notre perspective déborde ces questions, mais en tout cas, elle les contient au premier chef. Comment répondons-nous matériellement à nos difficultés de vivre matériellement, les nôtres et celles des autres femmes? Nous pouvons aussi être d'accord de participer à "d'autres genres" de luttes et d'actions: punitives, dénonciatrices, de solidarité, etc. Mais j'ai-

merais appeler "lutte pour le salaire pour le travail ménager" ou "allant dans le sens du salaire" seulement celles qui nous rapportent quelque chose (au sens le plus étroit du terme).

Dans cette optique exprès limitée, que pouvons-nous concevoir comme action, campagne, etc.?

-Sur un plan large, il y a toute la question des pensions pour femmes seules(divorcées, séparées, veuves, avec ou sans enfants, etc.). Ce serait le gros morceau, à bien cogiter.

-Mais il y a aussi des entreprises moins catholiques. Avec notre habileté féminine, ça vaudrait certainement la peine d'explorer la voie des faux, des fac-similés. Il ne s'agit pas de faire (encore) des faux-billets de banque. Mais: des bons, des cartes donnant droit à, des lettres permettant de, des certificats médicaux et autres, des chèques, tout cela dûment signé et tamponné. Ce genre d'activité cessant d'être le biai individuel pour devenir, pendant un certain temps du moins, une pratique massive, ça pourrait nous gagner du matériel, semer le couscous dans l'administration et ailleurs, et nous amuser beaucoup. Nous les semeuses qui semons trop peu et qui sommes encore bien plus sages qu'ils ne le pensent et ne le permettent.

-D'autre part, nous ne sommes pas en Italie, d'accord. Mais n'empêche que nous avons sans aucun doute la possibilité d'organiser nos larcins de manière collectives dans les magasins, les trains, les laveries, les restaurants, ne serait-ce qu'en profitant de l'effet de surprise puisqu'à Genève, "ça n'a pas encore été fait".

-Et nos fêtes, et nos centres femmes, et notre occupation du territoire! Nom de dieu les bords du Léman avec toutes ces villas somptueuses et fermées. C'est là que nous devons fêter l'anniversaire de chaque copine, la parution de nos brochures, le premier "non"! de nos enfants! Avec des invitations à toutes les femmes, mais en bonne et dûe forme, avec des astuces énormes ou raffinées selon les cas pour toujours contourner la répression. Sûr que dans ces espaces repris même le temps d'une soirée, il s'agirait de fêtes, c'est-à-dire de petits miracles, de moments à 100km/h où tout semble possible, où tout le devient un peu, où l'on se risque à dire et à faire ce qu'on n'ose pas tous les jours. A bas les fêtes qui n'en sont pas, mornes et sans joie.

-Et bien d'autres choses encore.

Nous voulons le salaire pous le travail ménager
CHAQUE MOIS! payé par on verra bien qui,
et tant pis si c'est pas chaque mois la même somme.
Un salaire ménager qui nous rapporte quelque chose
chaque mois et
Un secours rose pour nous protéger
Amen

Lulu
11 août 77

Après la discussion du vendredi 21 octobre 1977

Comment prendre du salaire pour le travail ménager

THESES

888888

1. Cette question du salaire et la pratique que cela entraine sont centrales pour l'existence du collectif.Lutter pour avoir réellement plus d'argent,de temps,de choses.

2.Deux voies principales qui ne peuvent pas être séparées,pratiquées l'une sans l'autre:L'appropriation(sous toutes ses formes),la négociation avec l'état (chauqe fois que nous jugeons que c'est utile).

3. Deux critères pour savoir si nous voulons mener une lutte,dans une de ces deux voies : que cela nous rapporte effectivement quelquechose de matériel(au lieu de nous appauvrir comme c'est souvent le cas)

que la lutte soit généralisable,dépasse le stade de la combine individuelle ou d'un groupe de copines

4.Les négociations avec l'état :c'est la situation des femmes qui ont des enfants qui donne le plus de possibilités immédiates et évidentes. (Pour mémoire:les allocations familiales,l'assistance -l'objectif des 6000 fr de réserve pour chaque femme,seuil de la pauvreté défini par l'état) (action avec l'Association des femmes chef de famille,utiliser Caritas)
Position de l'état:lire le document en annexe.La motion Nanchen donne une idée de ce que pense la fraction progressiste de la bourgeoisie et du débat interne que cela provoque. Ce n'est pas à nous d'animer leur débat,de tirer des oubliettes fédérales des motions,initiatives etc
Un manifeste qui mettreait en relation les situations de toutes les femmes (avec ou sans enfants,jeunes ou vieilles) pourrait servir de toile de fond à toute négociation .
Problème:sur quel biais les femmes qui n'ont pas d'enfants pourront elles engager une négociation?

5 Les appropriations :tant par rapport à la répression que par rapport à notre objectif (money for all women),chercher des pratiques plus collectives (ex action cadeau).Explorer la reproduction artistiqued (apporter samedi 29 des choses que nous aimerions reproduire).

6 Instrument indispensables :le journal pour diffuser actions,positions, trucs etc

le secours "rose" pour ne pas se laisser isloer /pour/ les diverses machines répressives.

7 les auto réductions apparaissent comme une forme de lutte qui lie appropriation et négociation ,mais on sait qu'en Suisse c'est difficilement praticable ... tout espoir n'est peut être pas perdu?

8 voilà,c'est tout pour l'instant

Geronimo

1. Lulu, «Brève histoire du groupe salaire au travail ménager (STM)», 1977. Archives contestataires, fonds Alda de Giorgi, 025_ADG-S01-D01.(p. 32–39).
2. Lulu, «Comment se prendre un salaire pour le travail ménager», 1977. Archives contestataires, fonds Alda de Giorgi, 025_ADG-S01-D01, (p. 40–41).
3. Geronima, «Après la discussion du vendredi 21 octobre 1977.» Comment prendre du salaire pour le travail ménager, 1977. Archives contestataires, fonds Alda de Giorgi, 025_ADG-S01-D01.(page de gauche).
4. Collectif L'Insoumise, Quatrième de couverture, Le foyer de l'insurrection. Textes sur le salaire pour le travail ménager, op. cit. (page suivante).

Faire nos calculs, dire nos intérêts, exprimer nos désirs, pour nous, c'est refuser notre rôle de femmes à la maison, au travail, dans la rue, dans la société toute entière. Ne plus se sacrifier, c'est ne plus fonctionner comme on l'attend de nous. Fondamentalement, c'est ne plus faire gratuitement le travail qui nous est assigné, le seul travail pour lequel la société ne peut pas se passer des femmes: le travail ménager, le travail d'être mère, le travail d'être femme.